

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-cinquième session

Rome, 6-8 septembre 2005

RÉPUBLIQUE DU NIGER

EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DU PAYS: SITES DES OPÉRATIONS FINANCÉES PAR LE FIDA	iv
RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE	v
RÉSUMÉ	vi
I. INTRODUCTION	1
II. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET PAUVRETÉ RURALE	1
A. Situation économique du pays	1
B. Secteur agricole	2
C. Pauvreté rurale	3
D. Réduction de la pauvreté rurale – contraintes et options	4
E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale	6
III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE PAR LE FIDA DANS LE PAYS	7
IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA	9
A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés	9
B. Principales perspectives d'innovation et d'intervention dans le cadre des projets/programmes	10
C. Portée et possibilités de partenariat avec des ONG et le secteur privé	11
D. Relations éventuelles avec d'autres donateurs et institutions	12
E. Concertation sur l'action à mener	13
F. Domaines d'action pour améliorer la gestion du portefeuille	13
G. Cadre provisoire pour les opérations de prêt et programme de travail à horizon mobile	14
APPENDICES	
I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	2
III. FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS ET MENACES (ANALYSE SWOT)	3
IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA EN RELATION AVEC LE PROGRAMME DE PAYS	5
V. ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT	6

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Franc CFA BCEAO (XOF)
1,00 USD	=	544,065 XOF
1,00 XOF	=	0,00183 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

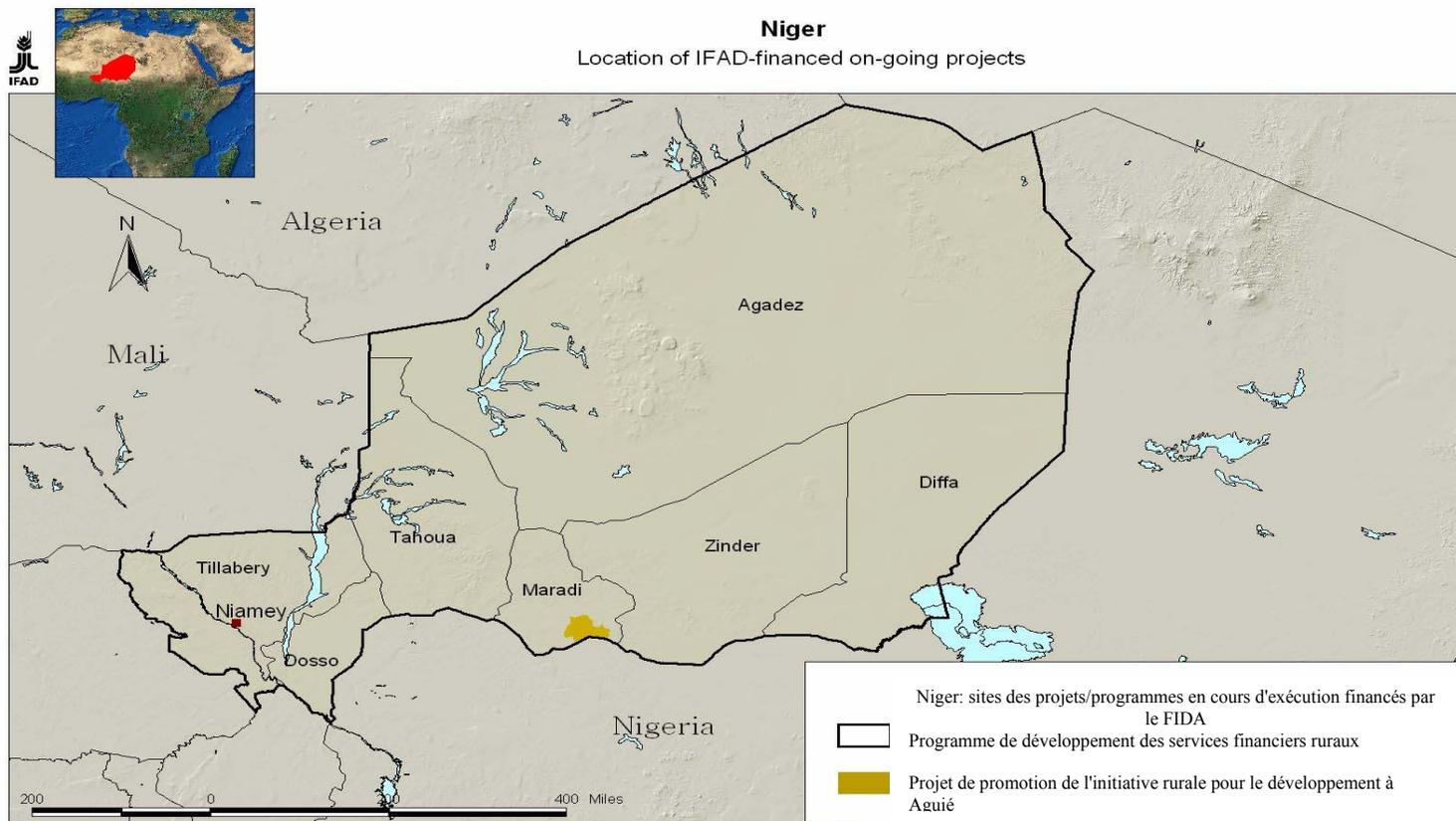
AFD	Agence française de développement
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FBS	Fonds belge de survie
FMI	Fonds monétaire international
IMF	Institution de microfinancement
PCLCP	Programme cadre de lutte contre la pauvreté
PDRAA	Projet de développement rural de la région d'Aguié
PDSFR	Programme de développement des services financiers ruraux
PIB	Produit intérieur brut
PIP2	Projet de promotion de l'irrigation privée
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPILDA	Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié
SAFP	Système d'allocation fondée sur la performance
SDR	Stratégie de développement rural

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER

Année budgétaire

1^{er} janvier – 31 décembre

CARTE DU PAYS: SITES DES OPÉRATIONS FINANÇÉES PAR LE FIDA



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés

RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE

Nom du projet	Institution initiatrice	Institution coopérante	Conditions du prêt	Approbation par le Conseil d'administration	Entrée en vigueur du prêt	Date de clôture actuelle	Sigle du prêt/don	Monnaie	Montant approuvé du prêt/don	Décaissement (en % du montant approuvé)
Deuxième projet de développement rural de Maradi	Banque mondiale: IDA	Banque mondiale: IDA	PF	7 mai 80	19 nov 80	30 sept. 88	I-37-NG	DTS	9 700 000	62%
Projet de développement rural de la région d'Aguié	FIDA	UNOPS	PF	11 déc. 91	28 août 92	30 juin 02	I-292-NG	DTS	8 250 000	81%
Programme spécial pour le Niger	FIDA	UNOPS	PF	3 déc. 87	13 juil. 88	31 mars 95	S-23-NG	DTS	3 350 000	19%
Programme spécial pour le Niger	FIDA	UNOPS	PF	3 déc. 87	13 juil. 88	31 mars 95	S-9-NG	DTS	10 250 000	98%
Programme spécial de pays – phase II	FIDA	UNOPS	PF	13 sept. 95	27 fév. 98	31 déc.04	I-381-NG	DTS	7 950 000	98%
Programme spécial de pays – Phase II	FIDA	UNOPS	PF	13 sept. 95	27 fév. 98	31 déc. 04	S-46-NG	DTS	900 000	42%
Programme de développement des services financiers ruraux	FIDA	UNOPS	PF	3 mai 00	8 juin 01	31 déc. 11	I-533-NE	DTS	8 800 000	19%
Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié	FIDA	UNOPS	PF	11 déc. 02	5 mai 04		I-597-NE	DTS	7 600 000	

DTS: Droit de tirage spécial

PF: Particulièrement favorables

IDA: Association internationale de développement

UNOPS: Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

RÉSUMÉ

Historique et situation générale du pays

1. Le présent exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP) vise à définir un programme d'appui stratégique à moyen-terme pour le Niger, fondé sur le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) approuvé en janvier 2002. Le programme s'inscrit dans le cadre stratégique du FIDA 2002–2006 et la stratégie régionale du FIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, tout en tenant compte des enseignements tirés dans le pays et l'ensemble de la région. Le processus de préparation a été hautement interactif puisqu'il a comporté des débats officiels et informels avec les services administratifs, les organisations d'agriculteurs, les ONG et les organisations du secteur privé ainsi qu'avec les autres donateurs concernés par le développement rural et/ou la réduction de la pauvreté.

2. Le Niger est un pays africain enclavé, d'une superficie de 1 267 000 km², situé dans la ceinture saharienne/sahélienne à un millier de kilomètres du port maritime le plus proche. Sa population, qui compte plus de 11 millions d'habitants, croît au rythme de 3,3% par an. Près de 80 % de la population vit dans les zones rurales. Après la forte expansion imputable à l'uranium pendant les années 70, le pays a connu une implacable détérioration des conditions économiques, sociales et politiques. Le fait que le pays ait retrouvé un processus gouvernemental démocratique en 1999 semble avoir été confirmé par les premières élections municipales et les deuxièmes élections législatives et présidentielles pluralistes organisées en 2004. Avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant égal à 200 USD, le Niger est considéré comme le deuxième pays le plus pauvre dans le monde; il est particulièrement vulnérable face aux chocs climatiques et aux facteurs de risque externes.

3. En 1999, le Niger a rempli les critères lui permettant de bénéficier d'un allègement de sa dette au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés. Le montant total de l'allègement de la dette accordé dans la région au titre de l'initiative s'est chiffré à 800 millions de USD, auxquels le FIDA a contribué à hauteur de quelque 11 millions de USD. Le pays a atteint le point de décision en décembre 2000 et le point d'achèvement en avril 2004, après l'adoption de sa stratégie pour la réduction de la pauvreté en 2002. Un allègement additionnel de la dette du Niger a été récemment approuvé par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), faisant passer le montant total de l'allègement à approximativement 1,2 milliard de USD pour une dette globale de 1,8 milliard. Le Niger pourrait également devenir un pays admis à bénéficier d'une aide exclusivement sous forme de dons.

4. **Situation de la pauvreté.** Selon l'évaluation de la pauvreté la plus récente (1993), l'incidence de la pauvreté au niveau national était égale à 63%, et celle de la pauvreté extrême à 34%. Les pourcentages étaient plus élevés dans les zones rurales, à savoir 66% et 36%, respectivement. Le nombre de ruraux pauvres est estimé aujourd'hui à plus de 5 millions.

5. **Éducation et santé.** Selon les estimations, le taux de scolarisation primaire oscillait entre 34% et 38% en 2000, soit le taux le plus bas dans la région. La disparité entre les sexes est importante puisque le taux de scolarisation des fillettes est estimé à 24% seulement. La scolarisation dans les zones rurales est de 28%, contre 52% dans les zones urbaines. La situation sanitaire est également très précaire: la couverture en soins de base, bien qu'elle se soit améliorée ces cinq dernières années, n'atteint que 46% environ. Seuls 36% des femmes rurales ont accès aux soins maternels, contre 89% à Niamey. La mortalité maternelle postnatale est la plus élevée du monde avec 700 décès pour 100 000 naissances. En 2000, le taux de couverture vaccinale était approximativement égal à 22% au niveau national et à 15% dans les zones rurales; le taux de mortalité infantile était estimé à 126‰ environ et la mortalité juvénile à 280‰, soit les taux les plus élevés de la région. Les taux d'infection par le VIH/sida sont bas, mais ils sont en augmentation en particulier chez les femmes. La malnutrition et

l'insécurité alimentaire sont généralisées dans le pays. Le pourcentage de jeunes enfants souffrant de retard de croissance est passé de 32% en 1992 à 36% en 2000, et est plus élevé dans les zones rurales où il atteint 41%.

6. **Problématique hommes-femmes et pauvreté.** Les femmes et les ménages ayant une femme à leur tête sont plus pauvres et plus vulnérables que les autres groupes sociaux, en particulier dans les zones rurales. Cette situation s'explique par: a) la persistance des attitudes et coutumes traditionnelles qui amoindrissent le statut des femmes et limitent leurs perspectives; b) des taux d'instruction et d'alphabétisation inférieurs; et c) un accès limité à l'information, aux savoir-faire, aux ressources et aux services financiers.

7. **Réduction de la pauvreté - contraintes et options.** Le potentiel de l'agriculture nigérienne en termes de perspectives de croissance est important. Le plus remarquable est le potentiel énorme du pays en matière de mobilisation de l'eau et amélioration de son utilisation dans l'irrigation. De plus, les débouchés commerciaux pour les produits agricoles ne manquent pas dans le pays, au Nigéria ou sur les autres marchés régionaux et internationaux. Le cadre politique plus favorable qui a été mis en place pourrait aider le secteur rural à tirer profit de ce potentiel et de ces débouchés.

8. Les principales contraintes structurelles sont, premièrement, le capital humain et social extrêmement limité de la population rurale, en particulier parmi les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables. La plupart des ruraux pauvres dépendent pour leur subsistance d'activités traditionnelles de culture et d'élevage pratiquées sur une base de ressources naturelles fragile. Ils sont également confrontés, en particulier les femmes, à de graves problèmes d'accès aux savoir-faire et technologies améliorés, aux services de finance rurale et aux marchés.

9. Les services d'appui publics ont toujours été défaillants, notamment en ce qui concerne leur capacité de dispenser des services. Les organisations d'agriculteurs, bien que nombreuses, se caractérisent par leur manque de réactivité face aux besoins des ruraux pauvres, l'absence d'une culture de service, et leur faible capacité de dispenser des services et de conduire des actions de plaidoyer.

10. Le DSRP pour le Niger, adopté début 2002, vise à diminuer de moitié l'incidence de la pauvreté au niveau national et à réduire la pauvreté rurale de 66% à 50% d'ici 2015. Il fixe également des objectifs spécifiques pour les grands secteurs sociaux, en termes d'amélioration de l'accès aux services essentiels d'éducation et de santé et à l'eau potable. Pour atteindre ces objectifs, le DSRP met l'accent sur quatre priorités stratégiques clés: a) établissement et maintien d'un cadre macroéconomique stable, condition indispensable à une croissance économique durable, b) développement des secteurs productifs et création d'emplois, c) accès garanti, pour les pauvres, aux services sociaux essentiels, et d) gouvernance améliorée, renforcement des capacités et décentralisation.

11. Le DSRP reconnaît la nécessité d'une croissance accélérée, plus durable et équitable, et assigne au secteur rural le rôle de moteur principal de cette croissance. La stratégie de développement rural, préparée dans le prolongement du DSRP et adoptée en octobre 2003, définit trois priorités stratégiques: a) création des conditions propices à une croissance durable dans le secteur agricole, en facilitant l'accès des producteurs ruraux à des débouchés commerciaux améliorés; b) réduction de la vulnérabilité des zones rurales grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles et à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages; et c) gestion plus efficace du secteur rural avec le renforcement des capacités des institutions et des organisations rurales.

12. La préparation du présent COSOP a débuté par un examen des problèmes liés à l'exécution du portefeuille de pays. Lors d'un atelier organisé en mars 2004, les débats menés avec les autorités gouvernementales ont fait ressortir les principaux facteurs influant sur la performance et l'impact du programme du FIDA au Niger, à savoir: la qualité initiale des projets du FIDA, imputable en partie à la participation limitée des parties prenantes nationales aux stades de la formulation et de la

préévaluation; les problèmes d'exécution des projets/programmes, y compris les pratiques peu satisfaisantes de gestion humaine et financière; et les graves dysfonctionnements des systèmes de suivi et évaluation (S&E).

13. À cet égard, les enseignements clés sont les suivants: a) les futures opérations devront être identifiées et conçues à l'intérieur des cadres du DSRP et de la stratégie de développement rural; b) il convient de veiller à la participation effective des principales parties prenantes - issues des institutions publiques ou privées - aux phases clés du cycle du programme; c) l'information sur la vision, les approches, les procédures et les réglementations du FIDA devrait être mise régulièrement à la disposition de toutes les principales parties prenantes; d) les procédures de recrutement et de gestion des ressources humaines fondées sur la performance devraient être généralisées à l'ensemble du programme du FIDA; e) une politique de tolérance zéro devrait être appliquée en cas de problèmes de gestion financière; et f) le FIDA devrait fournir un appui systématique à l'amélioration des capacités de planification et de préparation des budgets et promouvoir les systèmes de S&E fondés sur les résultats.

14. D'un point de vue positif, l'un des enseignements clés est que le recours aux processus axés sur les communautés représente le moyen le plus efficace d'intervenir dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. Un autre est que la diffusion des savoir-faire endogènes existants constitue une base indispensable aux investissements dans la recherche.

15. La stratégie du FIDA pour le Niger est de réduire la pauvreté rurale, conformément aux objectifs fixés par le DSRP. Tout en couvrant de nombreux aspects liés à la pauvreté rurale, la stratégie aura deux grands objectifs opérationnels: développer un modèle reproductible de développement local dans les zones rurales, et assurer l'accès de la population rurale à des services financiers améliorés.

16. La stratégie portera également sur les questions d'ordre général revêtant de l'importance au regard du mandat du FIDA, telles que le ciblage plus efficace des femmes et des autres groupes vulnérables et la promotion de leur participation effective aux processus de développement local; la prévention du VIH/sida; et la promotion de la gestion améliorée des ressources naturelles.

17. On parviendra à atteindre ces objectifs en tablant sur: i) la participation effective aux processus de coordination et de consultation établis dans le cadre du DSRP et de la stratégie de développement rural; ii) l'instauration de partenariats performants avec d'autres donateurs et les parties prenantes nationales, en particulier dans le contexte des créneaux stratégiques définis plus haut; et iii) la création (et l'utilisation) de synergies entre les opérations d'investissement, le renforcement des capacités et la concertation, afin d'obtenir des résultats d'une manière plus performante et efficace.

Principales perspectives d'innovation et d'intervention dans le cadre des projets

18. Les deux axes stratégiques proposés ouvrent deux grandes perspectives d'innovation. La première concerne le domaine de la finance rurale, dans lequel le programme de développement des services financiers ruraux (PDSFR), financé par le FIDA, privilégiera le renforcement de la capacité des institutions de microfinance de mobiliser des ressources, au lieu de l'approche traditionnelle du financement direct par les projets. La deuxième innovation, lancée par le projet de développement rural de la région d'Aguié, est l'établissement de mécanismes de collaboration performants entre les agriculteurs, les services de vulgarisation et les organisations de recherche agricole aux fins de l'identification, de la mise au point et de la diffusion des innovations, de nature technique ou organisationnelle, potentiellement intéressantes. Cette dernière innovation pourrait déboucher sur une approche de la diffusion des savoir-faire plus performante et efficace que celle des services de vulgarisation classiques.

Partenariats avec les ONG et le secteur privé

19. La stratégie régionale du FIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre reconnaît de longue date le rôle clé joué par les organisations d'agriculteurs, et le Fonds a accumulé une expérience considérable - tant dans le pays que dans la région - en contribuant au développement de ces organisations selon une approche de la base vers le sommet. Il est proposé d'instaurer des partenariats avec les organisations d'agriculteurs du Niger afin de promouvoir une culture de service et de renforcer leur aptitude à dispenser des services et mener des actions de plaidoyer. D'autres partenariats seront également créés avec des ONG et des institutions du secteur privé dans le cadre du programme du FIDA au Niger.

Partenariats avec d'autres donateurs et institutions

20. Bien que le FIDA souhaite élargir sa collaboration avec tous les donateurs contribuant au développement rural au Niger, il privilégiera la transformation de cette collaboration en partenariats stratégiques articulés autour des deux axes stratégiques définis dans le présent COSOP, à savoir, le développement local et les services de finance rurale. Pour ce qui est du premier, le FIDA s'attellera à la mise au point d'un modèle reproductible de développement local participatif dans les zones rurales du Niger. Le modèle s'appuiera sur l'expérience acquise avec le Programme national de réduction de la pauvreté, cofinancé par le Fonds belge de survie (FBS), le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et sur l'expérience du FIDA au Niger et dans toute la région. En particulier, le FIDA sera en mesure d'enrichir le modèle en améliorant les mécanismes de ciblage des ruraux pauvres et en élargissant la gamme des appuis destinés aux activités agricoles. Le partenariat sera ouvert aux autres donateurs clés intéressés par le développement local, comme l'Union européenne et la coopération française.

21. En ce qui concerne la finance rurale, le PDSFR a d'excellents précédents de collaboration et de partenariat sur le terrain, notamment la conclusion d'accords de collaboration officiels avec deux projets financés par la Banque mondiale et avec le projet intrants agricoles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Un comité consultatif national sur la finance rurale et la microfinance a été établi sous l'autorité du Premier ministre avec l'appui du PDSFR, de la Banque mondiale et d'autres donateurs. Ce comité sera le cadre institutionnel de la collaboration portant sur les orientations clés de la microfinance, et il assurera la coordination des interventions de finance rurale sur le terrain.

22. Le FIDA souhaite également participer aux mécanismes de coordination et de consultation établis dans le cadre du DSRP. En vue d'améliorer cette participation, le FIDA propose d'officialiser avec le PNUD-Niger un arrangement de collaboration qui répondra en outre à la nécessité de fournir un appui plus conséquent au programme du FIDA au Niger, en matière de suivi et d'exécution, et qui permettra au Fonds de prendre part plus efficacement à l'initiative d'alignement et d'harmonisation pour laquelle le Niger a été choisi comme l'un des pays tests.

Concertation sur l'action à mener

23. Au niveau des politiques, les principaux domaines de concertation identifiés à l'issue de la récente évaluation réalisée au titre du système d'allocation fondée sur la performance (SAFP), sont les suivants: a) le cadre politique de la finance rurale et de la microfinance; b) la politique de décentralisation et les institutions dans les zones rurales; c) la participation des organisations rurales au dialogue concernant les politiques et les institutions rurales; d) la gestion de l'eau et des autres ressources naturelles; et e) les questions liées au régime foncier.

Domaines d'action pour améliorer la gestion du portefeuille

24. L'intégration de la gestion des ressources humaines fondée sur la performance, d'une part, et de l'octroi des contrats de sous-traitance fondé sur les résultats, d'autre part, fera l'objet d'une attention toute particulière. La rigueur en matière de gestion financière et de comptabilité, y compris la vérification des comptes, sera de règle et fera l'objet d'un suivi étroit. Ces améliorations seront appuyées par des activités de formation et d'appui destinées à toutes les parties prenantes clés associées à l'exécution et la supervision.

Cadre provisoire pour les opérations de prêt et programme de travail à horizon mobile

25. Selon l'évaluation du SAFF, le montant du futur financement du FIDA en faveur du Niger se chiffrera approximativement à 4,1 millions de USD par an, c'est-à-dire 12,3 millions de USD environ pour la période de trois ans, 2006–2008. En fonction des arrangements de cofinancement, le scénario de base du financement du FIDA au Niger pendant cette période pourrait englober deux opérations. Le ratio dons/prêts du financement du FIDA sera déterminé au regard des tranches additionnelles d'allègement de la dette accordées par le FMI et la Banque mondiale, et de l'augmentation probable des dons octroyés par les principaux donateurs.

26. Un scénario bas serait déclenché par une détérioration importante de la situation sociopolitique globale et/ou des problèmes de gestion humaine et financière récurrents dans le cadre du programme du FIDA. Ce scénario pourrait impliquer la suspension de tout nouveau prêt.

27. Un scénario haut serait déclenché par des améliorations significatives des politiques et du cadre institutionnel dans le secteur rural, constatées par l'intermédiaire du SAFF, y compris des progrès majeurs en termes d'exécution des interventions du FIDA au Niger. Ce scénario n'impliquerait pas seulement une augmentation du financement du FIDA, conformément aux déterminations du SAFF, il exigerait également une recherche plus énergique des possibilités de cofinancement.

RÉPUBLIQUE DU NIGER

EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

I. INTRODUCTION

1. L'objectif du présent exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP) est de définir un programme d'appui stratégique à moyen terme pour le Niger, à la lumière du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), et de la stratégie de développement rural (SDR), adoptés respectivement en janvier 2002 et novembre 2003. Le COSOP s'inscrit également dans le Cadre stratégique du FIDA 2002-2006 et la stratégie régionale du Fonds pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il tient compte des enseignements tirés dans le pays et l'ensemble de la région, par le FIDA et les autres donateurs intervenant dans le domaine du développement rural.

2. Le processus de préparation, lancé début 2004, a englobé les activités suivantes:

- une évaluation des problèmes et des questions liés à l'exécution du portefeuille de projets;
- un examen des processus de planification et de coordination établis dans le cadre du DSRP et de la SDR, y compris l'appui requis par les processus du DSRP et de la SDR;
- une analyse du cadre politique et institutionnel rural selon les principes du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP);
- une analyse des forces et des faiblesses des institutions rurales;
- un examen des programmes ruraux en cours d'exécution d'autres donateurs; et
- l'identification des perspectives d'intervention et de partenariat pour le FIDA.

3. Le processus de préparation a été hautement interactif puisqu'il a comporté des débats officiels et informels avec les services administratifs, les organisations d'agriculteurs, les ONG et d'autres organisations du secteur privé ainsi qu'avec les divers donateurs concernés par le développement rural et la réduction de la pauvreté. Chaque stade du processus a été clôturé par un atelier réunissant tous ces acteurs aux fins de l'élaboration de conclusions et de recommandations pour le stade ultérieur. Le dernier atelier, organisé en octobre 2004, a porté sur l'examen d'une version provisoire intégrale du présent COSOP, et plusieurs recommandations ont été émises en vue de son amélioration. Ces recommandations et celles qui ont été formulées lors du processus d'examen interne ont été incorporées au présent document.

II. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET PAUVRETÉ RURALE

A. Situation économique du pays

4. Le Niger est un pays africain enclavé, d'une superficie de 1 267 000 km², situé dans la ceinture saharienne/sahélienne à un millier de kilomètres du port maritime le plus proche. Le pays a des frontières avec sept pays: l'Algérie et la Jamahiriya arabe libyenne au nord; le Burkina Faso et le Mali à l'ouest; le Bénin et le Nigéria au sud; et le Tchad à l'est. Depuis son accession à l'indépendance en 1960, le Niger a gardé des frontières stables et il entretient de bonnes relations avec les pays voisins.

5. La population du pays, qui dépasse maintenant les 11 millions d'habitants, croît au rythme de 3,3% par an - l'un des taux les plus élevés au monde. Quelque 85% de la population vivent dans une bande étroite de 100 à 150 kilomètres de largeur le long des 1 500 kilomètres de la frontière du Sud. La population urbaine, représentant 20% environ de la population totale, croît au rythme de 6% par an; la croissance de la population rurale est restée stable, à 2,8% par an.

6. Après la forte expansion imputable à l'uranium pendant les années 70, le pays a connu une implacable détérioration des conditions économiques, sociales et politiques. Le virage majeur vers un gouvernement démocratique en 1999 a été confirmé par les premières élections municipales et les deuxièmes élections législatives/présidentielles pluralistes organisées en 2004. La situation sociopolitique relativement stable des dernières années a permis au gouvernement d'entreprendre des réformes économiques et institutionnelles bien nécessaires. Cependant, l'invasion de criquets pèlerins et la sécheresse de 2004 ont montré que le pays restait vulnérable face aux aléas climatiques et aux autres risques externes.

7. Avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant de 200 USD environ, le Niger est le deuxième pays le plus pauvre du monde; il est également particulièrement vulnérable face aux chocs climatiques (variabilité des précipitations) et aux facteurs de risque externes (chute des recettes tirées de l'uranium). Ses perspectives de croissance sont subordonnées dans une certaine mesure au taux de change du franc CFA en naira nigérian, en raison de la dépendance du Niger à l'égard du commerce avec le Nigéria. La structure du PIB est dominée par les secteurs primaire et tertiaire qui contribuent à hauteur de 39% et 43%, respectivement, tandis que le secteur industriel fournit les 18% restants. L'uranium compte encore pour 7% du PIB et 50% des exportations. Les secteurs primaire et tertiaire couvrent essentiellement des activités économiques informelles à faible productivité qui ne contribuent guère aux revenus fiscaux.

8. En 1999, le Niger a rempli les critères lui permettant de bénéficier de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés. Le montant total de l'allègement de la dette accordé dans la région au titre de l'initiative s'élevait à 800 millions de USD environ, auxquels le FIDA a contribué à hauteur de quelque 11 millions de USD. Le pays a atteint le point de décision en décembre 2000 et le point d'achèvement en avril 2004, après l'adoption du DSRP en 2002. Un allègement additionnel de la dette a été récemment approuvé par la Banque mondiale et le FMI, faisant passer le montant total de l'allègement à approximativement 1,2 milliard de USD pour une dette globale de 1,8 milliard de USD. Le Niger pourrait également devenir un pays admis à bénéficier d'une aide exclusivement sous forme de dons.

B. Secteur agricole

9. Les conditions agroécologiques varient d'un endroit du pays à l'autre. On peut définir quatre grandes zones: la zone saharienne (77% de la surface totale), aride et essentiellement constituée de désert, avec une pluviosité annuelle inférieure à 150 mm. Les activités pastorales nomades et l'agriculture pratiquée dans des oasis dispersées y prédominent; la zone sahélosaharienne (12%), caractérisée par des conditions arides (pluviosité de 150 à 350 mm), et permettant principalement des activités pastorales semi-nomades et une agriculture pluviale de subsistance; la zone sahélienne (10%), caractérisée par des conditions semi-arides (pluviosité de 350 à 600mm), est dominée par l'agriculture pluviale; enfin la zone soudanienne (1%), qui ne couvre qu'une petite partie du pays à proximité des frontières avec le Bénin et le Nigéria. Elle est caractérisée par des conditions soudanaises (pluviosité supérieure à 600 mm) et est propice à des activités agricoles plus intensives, notamment la quasi-totalité de l'agriculture irriguée.

10. Les systèmes de production consistent essentiellement en de petites exploitations familiales. Le chef de famille, habituellement un homme, prend toutes les décisions importantes, notamment celles qui concernent l'allocation des terres aux divers membres du ménage (femmes et jeunes), l'utilisation de la main-d'œuvre familiale et la répartition de la production pour la commercialisation.

11. Tant l'élevage que l'agriculture pluviale sont de nature extensive et se caractérisent par une utilisation limitée des intrants et de faibles rendements. L'élevage concerne principalement les bovins, les moutons, les chèvres et les chameaux, et compte pour près des deux tiers de la valeur ajoutée dans le secteur rural. Avec la diminution de la moyenne des précipitations, les troupeaux descendent

maintenant plus au Sud, ce qui, conjugué à l'expansion de la culture sur d'anciens parcours, suscite des conflits fréquents entre cultivateurs et pasteurs.

12. La surface moyenne d'une exploitation pratiquant l'agriculture pluviale est de 5 ha environ. Les activités productives sont la culture des céréales traditionnelles, généralement destinées à l'autoconsommation (mil et sorgho), et quelques cultures de rente (niébé, arachides, coton, etc.). L'agriculture intensive concerne essentiellement la principale culture de rente (le niébé), commercialisée sur le marché nigérian. L'irrigation dans la vallée du fleuve Niger est presque exclusivement réservée à la riziculture. Bon nombre des périmètres irrigués se sont gravement détériorés et l'utilisation limitée d'intrants a entraîné une baisse de la fertilité des sols et des rendements. La petite irrigation est plus productive et axée sur les cultures de rente exportées vers les marchés côtiers (oignons, ail). Il existe un fort potentiel dans les domaines de la foresterie et de l'aquaculture en eau douce. Mais la productivité est basse et les débouchés commerciaux se limitent aux marchés locaux.

13. En dépit des limites évoquées plus haut, la contribution de la production agricole au PIB total est passée de 34% en 1990 à près de 40% en 2001, ce qui est dû en grande partie à une certaine augmentation de la pluviométrie au cours des dix dernières années. Cette croissance s'explique aussi par l'expansion des cultures sur des terres de moindre qualité. Celle-ci ayant entraîné une grave dégradation de la base de ressources naturelles, de nombreuses pratiques de conservation et de restauration des sols ont été mises au point et diffusées. Cependant, la pression démographique revêt une telle ampleur que la dégradation des terres et de la couverture végétale et la baisse des rendements compromettent encore très gravement l'agriculture au Niger.

C. Pauvreté rurale

14. **Incidence de la pauvreté.** La dernière évaluation nationale de la pauvreté, qui remonte à l'enquête de 1989-1993, indique une incidence de la pauvreté au niveau national qui atteint 63% pour la pauvreté générale et 34% pour la pauvreté extrême. Le rapport du PNUD sur le développement humain a estimé l'incidence de la pauvreté au début de 2000 à 62%, ce qui montre que la situation ne s'est pas améliorée pendant l'intervalle. Le rapport classe le Niger comme le deuxième pays le plus pauvre du monde (174^{ème} sur 175) selon l'indice du développement humain du PNUD. L'enquête de 1993 indiquait également des taux de pauvreté plus élevés dans les zones rurales où son incidence était égale à 66% et celle de la pauvreté extrême à 36%. Le nombre de ruraux pauvres est estimé aujourd'hui à plus de 5 millions.

15. L'ampleur de la pauvreté, en particulier dans les zones rurales, s'explique principalement par l'instabilité sociopolitique prolongée des années 90; les problèmes de gouvernance persistants entachant l'allocation et l'utilisation des ressources publiques; et, dans les zones rurales, la prévalence généralisée des lois coutumières et des traditions favorisant fortement les hommes chefs de famille.

16. **Éducation.** Selon les estimations, en 2000, le taux de scolarisation primaire oscillait entre 34% et 38%, soit le taux le plus bas dans la région. Les disparités à l'intérieur du pays sont énormes, les taux variant de 99%, à Niamey (la capitale), à 24% dans la province de Zinder. Les différences entre les sexes sont importantes puisque le taux de scolarisation des fillettes est estimé à 24% seulement. Dans les zones rurales la scolarisation est de 28%, contre 52% dans les villes et les cités. Le taux de scolarisation varie également en fonction de la pauvreté, étant égal à 20% pour le quintile le plus pauvre et à 78% pour le quintile aux revenus les plus élevés. Les taux d'alphabétisation sont également extrêmement bas: 20% pour l'ensemble du pays et 14 % dans les zones rurales. Ce taux a légèrement progressé pour les hommes entre 1996 et 2000, passant de 16,6% à 20%, mais reculé pour les femmes, de 12,1% à 10,6%.

17. **Santé.** La situation sanitaire est très précaire. La couverture en soins de base qui s'est pourtant améliorée ces cinq dernières années n'atteint que 46% environ. Le taux de couverture vaccinale a, lui aussi, légèrement progressé dans l'ensemble, passant de 17% en 1992 à 22% en 2000, mais restant à 15% dans les zones rurales, en 2000. Seuls 36% des femmes rurales ont accès aux soins maternels, contre 89% à Niamey. Ces taux sont de 29% et 77% pour le quintile à plus faibles revenus et le quintile à plus hauts revenus, respectivement. La mortalité maternelle postnatale est la plus élevée du monde avec 700 décès pour 100 000 naissances. Le taux de mortalité infantile est égal à 126‰ environ et celui de mortalité juvénile à 280‰ - les taux les plus élevés de la région.

18. Le premier cas d'infection par le VIH/sida au Niger a été signalé en 1987. En 1997, l'Organisation mondiale de la santé estimait à 165 000 le nombre de personnes infectées. Les femmes présentent un taux d'infection supérieur, en particulier dans la tranche d'âge 15 ans-19 ans, où il y a quatre fois plus de femmes que d'hommes infectés. La propagation du VIH/sida est facilitée par l'insuffisance des actions de sensibilisation; le développement de la prostitution informelle imputable essentiellement à la pauvreté; la migration interne et externe; et divers comportements et coutumes liés aux relations sexuelles.

19. **Malnutrition et insécurité alimentaire.** En dépit d'une augmentation de la production agricole de 1992 à 2000, il y a un déficit céréalier deux années sur trois. Dans bon nombre de zones rurales, la déficience des infrastructures de transport aggrave le problème. Suite à l'invasion de criquets de 2004 et à des précipitations insuffisantes, la province de Maradi est aujourd'hui gravement menacée par la famine. L'incidence de la malnutrition parmi les enfants de moins de cinq ans est passée de 32% en 1992 à 36% en 2000 (41% dans les zones rurales).

20. **Problématique hommes-femmes et pauvreté.** Une enquête sur l'ampleur de la pauvreté réalisée pendant la préparation du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) a montré que les femmes et les ménages ayant une femme à leur tête sont plus pauvres et plus vulnérables que les autres groupes sociaux, en particulier dans les zones rurales. Cette situation s'explique principalement par: a) la discrimination à l'emploi; b) les moindres droits dont jouissent les femmes au plan juridique; c) la persistance des comportements traditionnels et des coutumes qui amoindrissent le statut des femmes et limitent leurs opportunités; d) un niveau inférieur d'instruction et d'alphabétisation; e) un accès plus limité à l'information, aux savoir-faire, aux ressources et aux services financiers; et f) des charges de travail beaucoup plus lourdes.

D. Réduction de la pauvreté rurale – contraintes et options

21. Pendant les années 90, le secteur rural a démontré sa capacité de générer la croissance, voire même de jouer le rôle de locomotive pour le reste de l'économie. Le potentiel en termes de perspectives de croissance est important grâce à la base de ressources disponibles et au potentiel de hausse de la productivité et de la valeur inhérent aux systèmes productifs existants. Le plus remarquable est le potentiel énorme du pays en termes de mobilisation de l'eau et d'amélioration de son utilisation dans l'irrigation. Nombreuses sont les techniques et technologies améliorées existantes dont la diffusion/l'adoption est restée extrêmement limitée. De plus, les débouchés commerciaux ne manquent pas pour les produits agricoles, dans le pays lui-même (céréales, produits animaux, légumes), au Nigéria (céréales, niébé et produits animaux), dans les pays côtiers de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (oignons, ail) et sur le marché international (gomme arabique, peaux, coton, pois et arachides).

22. Il existe désormais un cadre politique global favorable qui pourrait aider le secteur rural à tirer profit de ce potentiel et de ces débouchés. Les principaux facteurs qui vont dans ce sens sont: le maintien de la stabilité sociopolitique; un cadre macroéconomique stabilisé; la volonté du gouvernement de mettre en œuvre les réformes institutionnelles clés; et l'importance accrue accordée au secteur privé par la stratégie de réduction de la pauvreté.

23. **La décentralisation** a été désignée par le DSRP comme un instrument déterminant pour améliorer la gouvernance et l'accès des populations aux infrastructures et services de base, en particulier dans les zones rurales. Le processus de décentralisation a été lancé parallèlement aux élections municipales de juillet 2004, après que le gouvernement ait conduit, avec l'appui du FENU et d'autres donateurs, une série d'essais "précommunaux" sur les processus et les procédures de financement liés au développement local. La décentralisation en étant à ses premiers balbutiements, il est clair qu'il reste du chemin à parcourir avant qu'elle ne devienne un outil de développement efficace dans les zones rurales.

24. **Les principales contraintes structurelles** sont, notamment, le capital humain et social extrêmement limité de la population rurale (en particulier les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables), qui compromet gravement sa capacité de lancer des activités génératrices de revenus agricoles et non agricoles plus productives et à plus grande valeur ajoutée.

25. **Une base de ressources fragile en perpétuelle dégradation.** La plupart des ruraux pauvres dépendent pour leur subsistance d'activités traditionnelles de culture et d'élevage pratiquées sur une base de ressources naturelles fragile, et sont confrontés à un double problème: d'un côté, la nécessité d'intensifier la production pour améliorer les revenus et, de l'autre, celle de préserver et d'améliorer la base de ressources naturelles. Mais, comme signalé précédemment, compte tenu de l'énormité de la pression démographique, une grande partie des terres et du couvert végétal est gravement menacée de dégradation irréversible.

26. Les ruraux pauvres, en particulier les femmes, rencontrent également de grandes difficultés pour accéder aux savoir-faire et technologies améliorés, compte tenu de l'extrême faiblesse des processus et des institutions liés à la prestation des services publics, et de la quasi-incapacité des organisations d'agriculteurs de proposer des services à leurs membres.

27. De plus, les ruraux pauvres accèdent difficilement aux marchés. Cette situation est imputable à plusieurs facteurs, notamment la disponibilité insuffisante de l'information commerciale au moment voulu, la faiblesse des organisations d'agriculteurs, mais surtout la déficience extrême des infrastructures de transport et des services. Le secteur privé, longtemps étouffé par les monopoles d'État dans les domaines de la commercialisation et de l'approvisionnement en intrants, n'a pas encore réussi à améliorer sa pénétration dans les zones rurales où existent pourtant de véritables créneaux commerciaux.

28. **Accès aux services de finance rurale.** Les banques officielles de crédit agricole ont disparu du Niger depuis les années 80. Depuis lors, de nombreuses institutions de microfinancement (IMF) ont fait leur apparition dans les zones rurales, la plupart à l'initiative et avec l'appui de donateurs extérieurs, fournissant des financements privés parallèlement à la mise en place de mécanismes de crédit établis dans le cadre de projets et de programmes. Étant donné la monétisation limitée de l'économie rurale et la désaffection de bon nombre de donateurs, la plupart de ces institutions sont extrêmement précaires, ne sont pas en mesure de couvrir toutes les zones rurales (taux de pénétration de 6% dans ces zones) et ne proposent qu'une gamme réduite de services financiers (pas de crédit à long terme). Le Programme de développement des services financiers ruraux (PDSFR), lancé par le FIDA en 2000, a mis l'accent sur le redressement et la consolidation des grands réseaux d'IMF, avant de les aider à élargir leur clientèle et la gamme de leurs services.

29. **Déficience des infrastructures rurales.** Une grande partie du potentiel productif du Niger dépendra des ressources en eau, laissées largement inexploitées faute d'organisations communautaires fortes, de mécanismes de financement efficaces et d'un cadre institutionnel de gestion de l'eau opérant. C'est également vrai pour la gestion des autres ressources naturelles au niveau communautaire, par exemple pour la conservation des sols, la lutte antiérosive et la protection des bassins versants.

30. **Institutions rurales.** Les services publics ruraux ont toujours été défaillants en ce qui concerne leur capacité de dispenser des services et leur réactivité face aux demandes spécifiques des ruraux pauvres. Le personnel de la plupart des institutions rurales est vieillissant parce qu'il n'y a pas eu de recrutement pendant un grand nombre d'années, et les incitations et les ressources requises pour les opérations font totalement défaut. Les organisations d'agriculteurs, dont le nombre dépasse 4 000, se caractérisent par l'absence d'une culture de service, et leur faible capacité de dispenser des services et de conduire des actions de plaidoyer. C'est particulièrement vrai pour les fédérations nationales dont la survie reste fortement dépendante des financements des donateurs extérieurs.

E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

31. Le DSRP du Niger pour la période 2002–2015 a été adopté par le gouvernement et le parlement début 2002. Ses principaux objectifs sont de diminuer de moitié l'incidence de la pauvreté au niveau national et de réduire la pauvreté rurale de 66% à 50%. Le DSRP fixe également des objectifs spécifiques pour les grands secteurs sociaux, notamment en termes d'accès aux services essentiels d'éducation et de santé et à l'eau potable, et il reconnaît la nécessité de politiques démographiques plus cohérentes.

32. Pour atteindre ces objectifs, le DSRP retient quatre priorités stratégiques clés: établissement et maintien d'un cadre macroéconomique stable - condition indispensable à une croissance économique durable; développement des secteurs productifs et création d'emplois; accès garanti, pour les pauvres, aux services sociaux essentiels; et gouvernance améliorée, renforcement des capacités et décentralisation.

33. Le DSRP a défini sept secteurs prioritaires d'intervention publique, à savoir: l'éducation de base, la santé, la prévention du VIH/sida, développement rural, le développement du secteur privé, les infrastructures routières et l'urbanisme, et le logement et l'assainissement. Il reconnaît également que sans une véritable amélioration des revenus des ruraux pauvres, il ne peut y avoir de réduction significative de la pauvreté. Compte tenu du potentiel du pays en termes de croissance de l'agriculture et étant donné que plus de 80% des pauvres vivent dans les campagnes, le DSRP considère le secteur rural comme le principal moteur de la croissance économique.

34. Le DSRP est considéré par le gouvernement et ses partenaires du développement comme le cadre de référence de toute politique et tout programme de développement. Il est clair dans les intentions du gouvernement d'aligner progressivement tous les programmes et politiques du secteur à la foi sur les orientations qualitatives stratégiques du DSRP et sur les priorités d'allocation des ressources publiques. Il existe un précédent historique à cet égard: pendant le forum des donateurs sur la stratégie pour la réduction de la pauvreté en 2003, tous les acteurs du secteur de l'éducation de base ont signé un accord aux termes duquel ils s'engageaient à inscrire l'ensemble de leurs interventions dans le cadre du programme sectoriel approuvé.

35. La stratégie de développement rural (SDR), préparée dans le prolongement du DSRP et adoptée en octobre 2003, est articulée autour de trois priorités stratégiques: créer les conditions propices à une croissance durable dans le secteur rural en facilitant l'accès des producteurs ruraux à des perspectives économiques améliorées; réduire la vulnérabilité dans les zones rurales grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles et à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages; et rendre la gestion du secteur rural plus efficace en renforçant les capacités des institutions et des organisations rurales.

36. La SDR sera mise en œuvre par le biais de dix programmes structurants et cinq programmes prioritaires. Les programmes structurants concernent: le développement local et communautaire; la gestion locale des ressources naturelles; les organisations professionnelles et la structuration de filières de produits; les infrastructures rurales; la finance rurale; la recherche, la formation et la

vulgarisation; le renforcement des services publics ruraux; l'eau potable et l'assainissement; la sécurité alimentaire des ménages; et la préservation de l'environnement. Les programmes prioritaires, axés sur le développement et la gestion des ressources naturelles, portent sur: l'irrigation; la gestion des parcours, la restauration des sols et le reboisement; la régénération des écosystèmes; et l'aménagement de la vallée du fleuve Niger (plan de développement du barrage de Gandaji).

III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE PAR LE FIDA DANS LE PAYS

Les opérations du FIDA au Niger

37. Le FIDA a approuvé son premier prêt au Niger à des conditions favorables en 1980. Au total, huit prêts ont été consentis au pays, pour un montant cumulé de quelque 59 millions de DTS, équivalant à 78 millions de USD environ, destinés à contribuer au financement de six projets. Les opérations clôturées sont les suivantes: a) le deuxième projet de développement rural de Maradi (prêt 37-NG), dû à l'initiative de l'Association internationale de développement (IDA) et cofinancé par le FIDA; b) le projet de développement rural de la région d'Aguié (prêt 292-NG), dû à l'initiative du FIDA et cofinancé par la Banque ouest-africaine de développement, c) le programme spécial pour le Niger, dû à l'initiative du FIDA et sa deuxième phase.

38. Les deux opérations restantes ont été planifiées dans le cadre du COSOP 1999. La première est le PDSFR, une opération du mécanisme flexible de financement, approuvée en mai 2000 et cofinancée par l'Agence française de développement (AFD). Le PDSFR, un programme national de microfinance, vise à améliorer l'accès de la population rurale, en particulier les groupes les plus vulnérables, à des services financiers améliorés, dans le cadre de la stratégie nationale de microfinance qu'il a contribué à élaborer. En mars 2005, le PDSFR a été soumis à l'évaluation de fin de premier cycle, qui a conclu que bien que le programme ait réussi à consolider les opérations des principales institutions de finance rurale, il ne remplissait pas encore les conditions requises pour entamer le 2^{ème} cycle. L'évaluation recommande donc une extension du 1^{er} cycle pour une période de 19 mois et l'établissement d'un plan de travail axé sur le renforcement des institutions du secteur, avant de commencer le développement et l'expansion des services dans de nouvelles zones, prévus au titre des deux cycles suivants.

39. Le prêt le plus récent en faveur du Niger, destiné au financement du projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié (PPILDA), a été approuvé en décembre 2002 et est entré en vigueur en mars 2005. Cofinancé par le FBS, le PPILDA a pour objectif d'améliorer les conditions de vie, en faisant la promotion des initiatives locales tout en mettant l'accent sur l'utilisation durable de la base de ressources naturelles.

40. Le FIDA a également fourni un appui au secteur rural du Niger sous la forme de dons et fonds supplémentaires. Il s'agit notamment de financements en faveur de divers programmes de recherche régionaux visant à mettre au point/diffuser des technologies de production améliorées pour les cultures vivrières pluviales (mil, sorgho et niébé); de divers petits dons octroyés au titre du programme de coopération élargie FIDA/ONG à des activités de recherche-action appuyant des projets d'investissement en cours d'exécution; et d'un don, accordé au titre des fonds supplémentaires de l'Italie, destiné à la formulation du plan d'action national relatif à l'environnement. À l'heure actuelle, le FIDA épaulé le processus du DSRP en cofinçant – avec des fonds supplémentaires du Luxembourg - une évaluation qualitative de la pauvreté, due à l'initiative du PNUD.

Enseignements tirés de l'expérience

41. Le programme du FIDA au Niger a gravement pâti de l'instabilité sociopolitique qui a prévalu pendant la plus grande partie des années 90, et qui a conduit à des suspensions de programme, imputables à des retards de paiements associés à des retards dans l'exécution. Alors que le problème

des arriérés a perdu de son acuité compte tenu de la stabilité récemment instaurée et de l'initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés, la plupart des problèmes liés à l'exécution perdurent.

42. C'est pourquoi, la préparation du présent COSOP a débuté par un examen des problèmes liés à l'exécution du portefeuille, conduit avec la pleine collaboration de représentants du gouvernement. Les principales conclusions et recommandations de l'examen, qui a couvert tous les stades clés du cycle de programme/projet, ont fait l'objet d'un atelier qui s'est déroulé en mars 2004 avec la participation des parties prenantes clés du programme du FIDA au Niger.

43. Les questions soulevées par l'examen se rapportent principalement à la qualité initiale des projets du FIDA, à des problèmes d'exécution proprement dits, et à la gestion peu satisfaisante des ressources humaines et financières. En ce qui concerne la qualité initiale des projets du FIDA, l'examen a épinglé la méthode ad hoc utilisée pour l'identification des opérations d'investissement, l'absence de cadre programmatique national pour les opérations d'investissement dans le développement rural, et la participation limitée des institutions nationales aux stades de la formulation et de la préévaluation. En conséquence, le programme du FIDA ne cadre guère avec les priorités nationales, il existe des risques accrus de chevauchement des activités, et l'impact en termes de reproductibilité et sur les politiques est limité. Les conceptions inadéquates, notamment en matière d'arrangements institutionnels d'exécution, ont provoqué des désaccords entre les parties prenantes et des retards d'exécution importants.

44. Les problèmes d'exécution sont également imputables aux aspects suivants: a) faibles capacités des unités de gestion des projets, notamment pour la préparation de plans de travail et de budgets réalistes et opérationnels; b) malentendus fréquents concernant les procédures de passation des marchés et de décaissement du FIDA; c) procédures inadaptées de recrutement et de gestion des ressources humaines, et d) mise en application insuffisante des procédures de gestion financière, notamment celles qui concernent la passation des marchés et la vérification des comptes.

45. L'examen a également relevé de graves dysfonctionnements dans les systèmes de S&E des interventions du FIDA, en particulier: définition inadéquate des indicateurs, données de départ fréquemment insuffisantes sur les groupes cibles du projet, et systèmes de S&E conçus pour des utilisateurs externes au lieu d'être des outils d'apprentissage et de fournir des orientations pour l'action à mener. En conséquence, certains des résultats intéressants obtenus par les interventions du FIDA n'ont pas été convenablement documentés et ne peuvent pas être utilisés aux fins de leur reproduction ou de la concertation de politique générale.

46. Les principaux enseignements tirés sont donc les suivants:

- a) Il est nécessaire que les futures opérations soient identifiées et conçues à l'intérieur des cadres programmatiques établis au titre du DSRP et de la SDR;
- b) Il convient de mettre en place un processus garantissant la participation effective des principales parties prenantes publiques et privées, et le recours accru aux experts nationaux;
- c) Il est nécessaire de mieux diffuser l'information sur les procédures et les réglementations du FIDA auprès de toutes les parties prenantes clés;
- d) Les procédures de recrutement et de gestion des ressources humaines fondées sur la performance devraient être généralisées à l'ensemble du programme du FIDA
- e) Une politique de tolérance zéro devrait être appliquée en cas de problèmes de gestion financière (passation des marchés et vérification des comptes), et;

- f) Les activités de renforcement des capacités destinées aux unités de projet et aux principaux partenaires de l'exécution devraient mettre l'accent sur les méthodologies de planification et de préparation des budgets, et sur les systèmes de S&E fondés sur les résultats, conçus et utilisés comme des outils d'apprentissage empirique.

47. Du point de vue positif, les enseignements clés tirés de l'exécution du programme du FIDA au Niger ont montré que le recours aux processus axés sur les communautés représente le moyen le plus efficace d'intervenir dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. Bon nombre de pratiques intéressantes et reproductibles ont été mises au point dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la lutte antiérosive, le reboisement et l'amélioration de la fertilité des sols. Deuxièmement, il ressort de l'expérience du FIDA (projet de développement rural de la région d'Aguié) que les agriculteurs disposent d'une mine de savoir-faire prêts à être diffusés. Des moyens efficaces d'identifier et de diffuser ces connaissances autochtones ont été expérimentés et devraient maintenant être intégrés au PPILDA.

IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA

A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés

48. L'adoption du DSRP et de la SDR et l'établissement concomitant de mécanismes de coordination et de consultation fournissent au FIDA une excellente occasion d'améliorer la pertinence, la cohérence et l'efficacité de son programme au Niger. La priorité accordée au développement rural par le DSRP et les orientations stratégiques de la SDR s'harmonisent avec le Cadre stratégique du FIDA 2002–2006 et sa stratégie régionale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Cette convergence facilite l'identification du créneau stratégique que peut occuper le FIDA compte tenu de son avantage comparatif et de l'expérience qu'il a accumulée dans le pays et la région.

49. Dans ce contexte, la stratégie proposée par le FIDA pour le Niger visera à réduire la pauvreté rurale conformément aux objectifs fixés à cet égard par le DSRP, dans les zones cibles proposées¹. Compte tenu de ses moyens et de ses capacités limités, le rôle du FIDA consistera à contribuer à la mise au point de modèles/approches reproductibles, dans une ou deux zones cibles revêtant un rôle critique pour la réduction de la pauvreté rurale au Niger. Deux axes d'intervention sont proposés: le développement rural local et les services de finance rurale.

50. Les programmes de développement local exécutés dans le cadre de la décentralisation sont considérés par le DSRP comme des instruments clés pour améliorer la gouvernance et l'accès aux infrastructures et services de base. Le développement communautaire est au nombre des dix programmes prioritaires définis par la SDR. Fort d'une expérience considérable dans le pays et la région en ce qui concerne les processus de développement local en milieu rural, le FIDA pourrait contribuer efficacement à ce domaine d'intervention en tirant parti des enseignements tirés.

51. Les objectifs stratégiques du FIDA en la matière sont de promouvoir un cadre juridique et institutionnel propice au développement local, et de mettre au point un modèle reproductible destiné aux programmes de développement local dans les zones rurales. Dans ce contexte, le FIDA favorisera la participation effective des ruraux pauvres aux processus de décision, planification, exécution et évaluation; contribuera à la clarification des rôles et des responsabilités des acteurs du développement local; et établira des processus de consultation locale. Le FIDA peut également enrichir le modèle en y incorporant des approches novatrices de la diffusion des technologies de production agricole

¹ Les zones cibles seront le département d'Aguié (PPILDA en cours d'exécution) et, sous réserve de l'approbation des opérations soumises au Conseil d'administration, les départements de Dosso, Dogondoutchi et Zinder. En ce qui concerne le PDSFR, l'offre de services financiers décentralisés couvrira l'ensemble du pays.

améliorées, de la gestion des ressources naturelles et de la résolution des litiges fonciers. Le modèle sera conçu avec les partenaires clés du Niger, comme expliqué plus loin, et mis en œuvre dans le cadre du PPILDA, actuellement en cours d'exécution, et de nouvelles opérations dues à l'initiative du FIDA qui seront financées au titre du présent COSOP. Les opérations seront appuyées par des dons octroyés au niveau du pays en vue de promouvoir la concertation sur les aspects évoqués plus haut et le renforcement des capacités des principales parties prenantes dans ce domaine.

52. Le deuxième axe d'intervention du FIDA - les services de finance rurale - est retenu tant par le DSRP que par la SDR comme un domaine d'intervention prioritaire. Le PDSFR donne au FIDA l'occasion de jouer le rôle de chef de file dans ce domaine. L'évaluation conduite entre deux cycles a montré que le PDSFR était considéré aujourd'hui comme le programme national de microfinance et le principal instrument appuyant la mise en œuvre de la stratégie nationale dans ce domaine. L'évaluation a également fait ressortir que le programme menait une politique de développement institutionnel profondément judicieuse pour le secteur et avait établi de fructueuses relations de collaboration et de partenariat avec les autres programmes financés par des donateurs et les autres institutions.

53. L'objectif stratégique dans ce domaine sera de faciliter l'accès de la population rurale à des services financiers améliorés. Sous réserve de remplir les conditions nécessaires au démarrage du deuxième cycle, le PDSFR constituera le principal instrument à cet effet en continuant de promouvoir la synergie entre les investissements et la concertation de politique générale, et de grands partenariats performants avec les autres programmes et institutions.

54. Les deux axes favorisent l'adoption par le FIDA d'une approche programme pour ses interventions au Niger. Cette démarche sera rendue possible par la complémentarité entre les financements de type public fournis au titre du développement local et les financements de type privé provenant des institutions de microfinance. La spécificité du programme réside également dans la synergie entre les interventions au niveau du terrain et la concertation de politique générale, ainsi que dans la concertation portant sur la complémentarité nécessaire des fonds publics et privés dans le domaine du développement rural.

55. La stratégie proposée couvrira également des questions d'ordre général revêtant de l'importance au regard du mandat du FIDA: le ciblage des femmes et des autres groupes vulnérables, afin de réduire leur vulnérabilité et de promouvoir leur participation aux processus de développement local; la prévention du VIH/sida; et la promotion de la gestion améliorée des ressources naturelles, élément indispensable d'une croissance rurale durable.

56. On parviendra à atteindre ces objectifs en tablant sur: a) la participation effective aux processus de coordination et de consultation établis dans le cadre du DSRP et de la SDR; b) l'instauration de partenariats performants avec d'autres donateurs et les parties prenantes nationales, en particulier dans le contexte des créneaux stratégiques définis plus haut; c) la création et l'utilisation de synergies entre les opérations d'investissement, le renforcement des capacités et la concertation de politique générale pour obtenir des résultats d'une manière plus performante et efficace.

B. Principales perspectives d'innovation et d'intervention dans le cadre des projets/programmes

57. L'évaluation du PDSFR conduite entre deux cycles a permis d'identifier la microfinance comme le premier domaine propice à l'innovation. Au lieu d'adopter l'approche traditionnelle consistant à financer directement les IMF par le biais de capitaux ou de lignes de crédit, le PDSFR propose de les aider à développer leur propre capacité de mobiliser des ressources de prêt en utilisant les lignes de crédit existantes, ou en recourant au système bancaire officiel et à la Banque régionale de solidarité, récemment créée par l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Cette innovation favorisera une plus grande autonomie des IMF quant à la gestion de leur propre développement, incitera ces

institutions à améliorer leur performance et leur compétitivité, et contribuera à l'intégration du sous-secteur du microfinancement dans le secteur financier global.

58. La deuxième innovation, imputable au projet de développement rural de la région d'Aguié, consiste en l'établissement de mécanismes de collaboration efficaces entre agriculteurs, services de vulgarisation et organisations de recherche agricole, aux fins de l'identification, de la mise au point et de la diffusion des innovations, de nature technique ou organisationnelle, potentiellement intéressantes. Cette innovation, qui sera mise en œuvre principalement par le PPILDA, pourrait déboucher sur une approche efficace de la diffusion des technologies, distincte de celle des services de vulgarisation classiques.

59. À l'issue de consultations avec le Secrétariat de la SDR entreprises en décembre 2004, il a été conclu que le programme de développement communautaire de la SDR était le cadre le plus propice aux opérations d'investissement du FIDA. Par conséquent, des dossiers d'admission relatifs à ce type d'opération ont été préparés pour trois zones, Zinder, Illela et Loga-Dongountchi - en fonction des critères suivants: a) incidence de la pauvreté; b) vulnérabilité face aux facteurs exogènes; c) fragilité de la base de ressources naturelles; et d) le fait qu'il n'existe pas d'autre financement identifié. Les trois opérations proposées seront articulées autour des trois mêmes composantes clés: le renforcement des capacités des acteurs du développement local, des organisations à assise communautaire, des communes rurales et des organisations d'agriculteurs, en vue de l'amélioration de la prestation de services; la remise en état et la création des infrastructures rurales essentielles; et la promotion de systèmes de production agricole durable et des activités génératrices de revenus non agricoles.

C. Portée et possibilités de partenariat avec des ONG et le secteur privé

60. Un partenariat potentiel a été identifié avec des exportateurs de gomme arabique, partenariat qui donnerait au FIDA la possibilité de tester dans la réalité un modèle de partenariat avec le secteur privé. Ce modèle sera fondé sur un mécanisme de collaboration triangulaire dans lequel les exportateurs s'engagent à acheter les surplus commercialisables des agriculteurs; les agriculteurs s'engagent à produire en temps voulu la bonne quantité de gomme répondant aux normes de qualité requises; et les unités du projet facilitent le processus de négociation et fournissent l'assistance technique et l'appui à la gestion, nécessaires. Un partenariat pilote de cette nature sera mis en œuvre dans le cadre du PPILDA et sera étendu à d'autres produits et d'autres zones en fonction des enseignements tirés.

61. Au Niger, les partenariats avec les ONG ont été plutôt satisfaisants, qu'ils aient contribué, comme c'est généralement le cas, à solutionner les problèmes épineux de développement rural soulevés pendant l'exécution des projets du FIDA, ou qu'ils aient assuré l'expérimentation d'approches novatrices susceptibles d'être reproduites et intégrées par le FIDA et d'autres programmes. Un bon exemple en est le modèle de stratégie et d'appui en matière de promotion de la femme, récemment achevé, qui a été testé par l'ONG ADAR (Agence de développement agricole et rural) en vue de son incorporation dans le PPILDA. Ce type de partenariat sera mis en place au fur et à mesure que des thèmes pertinents se dégageront des opérations futures ou en cours d'exécution.

62. La SDR place le renforcement des capacités des organisations d'agriculteurs au cœur de l'un de ses programmes prioritaires. La stratégie régionale du FIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre reconnaît de longue date le rôle clé joué par ces organisations, et le Fonds a accumulé une expérience considérable dans le pays et la région en les aidant à se développer, selon une approche de la base vers le sommet. L'appui du FIDA dans ce domaine consistera à faire la promotion et à contribuer au développement des organisations d'agriculteurs caractérisées par une culture de service et capables de faire entendre la voix des ruraux pauvres dans le dialogue concernant les politiques et les institutions rurales. Il est possible d'instaurer un partenariat avec deux fédérations d'organisations d'agriculteurs du Niger, la "Plateforme paysanne", et la fédération des groupements paysans "Moribden". Un forum

des organisations d'agriculteurs va être organisé cette année afin de contribuer à la définition des domaines clés et des processus de collaboration. Un don financera le programme de collaboration qui sera formulé à son issue.

D. Relations éventuelles avec d'autres donateurs et institutions

63. À ce jour, les collaborations avec les autres donateurs ont consisté essentiellement en des arrangements de cofinancement. Les exemples récents sont: a) le financement par le Programme alimentaire mondial (PAM), sous la forme de ses activités vivres-contre-travail, d'actions communautaires de régénération des ressources naturelles; b) le cofinancement du PDSFR par l'AFD; et c) le cofinancement du PPILDA par le FBS. Par ailleurs, un fonds fiduciaire italien, administré par le FIDA, a appuyé le développement et l'adoption du plan d'action national en matière d'environnement.

64. Le présent COSOP favorisera l'élargissement de ces collaborations et leur transformation en de véritables partenariats portant sur les thèmes stratégiques clés du programme du FIDA. Les principaux partenariats seront créés autour des axes d'intervention stratégiques définis par le présent COSOP, à savoir, le développement local et les services financiers ruraux.

65. Le partenariat clé sur le développement local aura pour objectif la mise au point d'un modèle reproductible de développement local participatif dans les zones rurales du Niger. Ce modèle améliorera la conception et l'exécution des programmes de développement local et prévoira un cadre juridique et institutionnel amélioré pour le développement local. Le modèle s'appuiera en outre sur l'expérience acquise avec le programme national de réduction de la pauvreté, cofinancé par le PNUD, le FBS et le FENU, programme ayant mené des activités pilotes de développement local et contribué à l'expérimentation sur le terrain d'un modèle de développement local à grande échelle. Les activités pilotes exécutées par le FENU ont préfiguré le processus de décentralisation ultérieurement lancé par les premières élections municipales de juillet 2004, et elles servent aujourd'hui de cadre de référence, en matière de développement communautaire et local, au gouvernement du Niger et à la plupart des donateurs. Le FIDA pourrait enrichir le modèle en mettant au point des mécanismes plus efficaces de ciblage des ruraux pauvres vulnérables, et en élargissant la gamme de ses appuis pour y inclure les activités agricoles. Le partenariat qui sera ouvert aux autres donateurs clés intéressés par la décentralisation et le développement local, comme l'Union européenne et la coopération française, aura deux grands objectifs. L'élaboration et l'exécution du programme de partenariat s'appuieront sur les mécanismes de coordination déjà mis en place dans le cadre du DSRP pour la décentralisation et le développement local.

66. En ce qui concerne la finance rurale, le PDSFR a d'excellents précédents de collaboration et de partenariat dans le domaine. Il est arrivé à mobiliser des fonds additionnels provenant du projet de promotion de l'irrigation privée (PIP2), financé par la Banque mondiale, et du projet de développement des services financiers, de l'ONG canadienne DesJardins, ainsi que d'un autre programme de la Banque mondiale (et d'autres donateurs), pour le financement des programmes de renforcement des IMF. Il aide maintenant les IMF à mettre sur le marché un nouveau service financier conçu dans le cadre du projet intrants agricoles de la FAO. En ce qui concerne les outils de collaboration, le PDSFR a signé des accords officiels de collaboration avec le PIP2 et le projet intrants agricoles, et il s'apprête à en signer un autre avec le projet de développement des services financiers. Ces précédents ont permis la mise au point des modalités et des procédures qui sous-tendent la généralisation du modèle de partenariat pour le développement de la finance rurale tant au niveau du terrain qu'au niveau des politiques.

67. Le FIDA souhaite également participer activement aux autres mécanismes de coordination et de concertation de politique générale, établis dans le cadre du DSRP. Étant donné que le FIDA ne dispose pas de représentation sur le terrain au Niger, le PNUD a proposé des mécanismes de

collaboration contribuant à garantir cette participation et répondant également à la nécessité d'assurer un suivi plus étroit et de fournir un appui accru. Ils permettront aussi au FIDA de prendre part plus efficacement à l'initiative d'alignement et d'harmonisation pour laquelle le Niger a été choisi comme l'un des pays tests. La participation du FIDA à ces processus l'aidera à améliorer son impact sur la concertation relative aux politiques et aux institutions rurales, et rehaussera sa visibilité dans le pays.

68. Compte tenu de l'ampleur de la pauvreté rurale et de la vulnérabilité dans le pays, des partenariats seront instaurés avec le FBS et les autres donateurs intéressés, dans des domaines tels que la malnutrition, le VIH/sida, les problèmes de santé propres aux femmes, et les questions de parité hommes-femmes en général. Les partenariats seront fondés sur les relations existant déjà dans le contexte du cofinancement du PPILDA. La collaboration concernant la nutrition sera élargie pour y associer le PAM et la FAO. De plus, le FBS envisage aujourd'hui de financer un programme d'appui relatif aux questions foncières, dû à l'initiative conjointe du FIDA et de la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

69. Le programme de collaboration visant le développement des organisations d'agriculteurs au Niger sera conçu et exécuté en étroite collaboration avec l'AFD - le principal donateur appuyant ces organisations au Niger - et la FAO, qui concentre son appui sur la promotion des organisations d'agriculteurs de base ayant une culture de service fondée sur l'approvisionnement en intrants agricoles.

70. D'autres possibilités de collaboration ont également été identifiées, notamment, la poursuite de la collaboration FIDA/PNUD à l'appui du processus du DSRP (évaluation qualitative de la pauvreté), l'appui au processus de décentralisation dans les zones rurales avec l'Union européenne, et les partenariats potentiels et/ou arrangements de cofinancement avec le PAM, le Fonds de développement de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Fonds de l'OPEP), la Banque ouest-africaine de développement, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et d'autres donateurs bilatéraux et fournisseurs de fonds supplémentaires.

E. Concertation sur l'action à mener

71. Une évaluation des politiques dans le secteur rural et du cadre rural, conduite en mai 2005, a assigné au pays la note globale de 3,67. Les domaines sensibles retenus pour faire l'objet d'une concertation avec le gouvernement et les autres parties prenantes sont les suivants: a) cadre politique rural et cadre politique de microfinancement, b) politique de décentralisation et institutions dans les zones rurales, c) participation des organisations rurales aux processus du DSRP et de la SDR et au dialogue concernant les politiques et les institutions rurales, d) législation relative à l'eau et aux autres ressources naturelles, et e) régime foncier et résolution des litiges fonciers.

72. Le FIDA participera à la concertation de politique générale, premièrement, dans le cadre des processus de coordination et de consultation établis au titre du DSRP, mais aussi, indirectement, en appuyant la participation des organisations d'agriculteurs et des diverses institutions publiques et privées à la concertation portant sur les questions qui les touchent au premier chef. Le FIDA appuiera par ailleurs l'amélioration des processus et procédures existants liés au DSRP et à la SDR, en particulier les systèmes de S&E participatifs.

F. Domaines d'action pour améliorer la gestion du portefeuille

73. Dans un premier temps et avant toute chose, il est nécessaire d'aligner les opérations existantes sur le DSRP et le présent COSOP, ce qui a déjà été fait pour le PDSFR dans le contexte de l'évaluation de son premier cycle, en mars 2005. Les domaines clés où des améliorations ont été jugées nécessaires ont été les suivants: a) la succession judicieuse des interventions du programme; b) la consolidation avant l'expansion et le développement; c) l'introduction de la gestion des ressources humaines fondée sur la performance, au niveau des projets; et d) la généralisation de

l'octroi des contrats de sous-traitance fondé sur les résultats. Les ajustements requis pour le PPILDA seront définis à l'occasion d'un atelier prévu en septembre 2005.

74. Des mesures d'ordre général seront prises pour améliorer la performance des projets. L'intégration de la gestion des ressources humaines fondée sur la performance, d'une part, et de l'octroi des contrats de sous-traitance fondé sur les résultats, d'autre part, fera l'objet d'une attention toute particulière. La rigueur en matière de gestion financière et de comptabilité, y compris la vérification des comptes, sera de règle et fera l'objet d'un suivi étroit. Ces améliorations seront appuyées par des activités de formation et des appuis destinés à toutes les parties prenantes clés associées à l'exécution et la supervision. Le partenariat avec le PNUD, la collaboration renforcée avec l'(les) institution(s) coopérante(s) et le dialogue ininterrompu sur ces questions avec les ministères de tutelle, contribueront grandement au succès de cette démarche.

G. Cadre provisoire pour les opérations de prêt et programme de travail à horizon mobile

75. Selon l'évaluation du SAFF, le montant du futur financement du FIDA en faveur du Niger se chiffrera approximativement à 4,1 millions de USD par an, c'est-à-dire 12,3 millions de USD environ pour la période de trois ans, 2006–2008. En fonction des arrangements de cofinancement, deux opérations pourraient être envisagées dans le scénario de **base** du financement du FIDA au Niger pendant la période considérée. Le ratio dons/prêts du financement du FIDA sera déterminé au regard des tranches additionnelles d'allègement de la dette accordées par le FMI et la Banque mondiale, et de l'augmentation probable des dons octroyés par les principaux donateurs.

76. Étant donné la volatilité historique du climat sociopolitique au Niger, la performance médiocre en matière d'exécution du portefeuille, et la nécessité de résoudre des problèmes politiques et institutionnels clés dans les zones rurales, deux scénarios ont été envisagés: un haut et un bas. Le scénario bas serait déclenché par une détérioration importante de la situation sociopolitique globale, l'abandon de l'exécution du DSRP et des réformes institutionnelles connexes, notamment en ce qui concerne le rôle des organisations d'agriculteurs et des autres institutions du secteur privé. Ce scénario pourrait impliquer la suspension de tout nouveau prêt.

77. Le scénario haut serait déclenché par des améliorations significatives des politiques et du cadre institutionnel du secteur rural, constatées par l'intermédiaire du SAFF, y compris des progrès majeurs en termes de performance de l'exécution du programme. Ce scénario n'impliquerait pas seulement une augmentation du financement du FIDA, conformément aux déterminations du SAFF, il exigerait également une recherche plus énergique des possibilités de cofinancement.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

NIGER

Land area (km² thousand) 2002 1/	1 267	GNI per capita (USD) 2002 1/	180
Total population (million) 2002 1/	11.43	GDP per capita growth (annual%) 2002 1/	0
Population density (people per km²) 2002 1/	9	Inflation, consumer prices (annual%) 2002 1/	3
Local currency	CFA Franc BCEAO (XOF)	Exchange rate: USD 1 =	XOF 544.065
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1996-2002 1/	3.3	GDP (USD million) 2002 1/	2.171
Crude birth rate (per thousand people) 2002 1/	49	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1982-1992	0.7
Crude death rate (per thousand people) 2002 1/	20	1992-2002	3.3
Infant mortality rate (per thousand live births) 2002 1/	155	Sectoral distribution of GDP 2002 1/	
Life expectancy at birth (years) 2002 1/	46	% agriculture	40
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	17
Poor as% of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	7
Total labour force (million) 2002 1/	5.38	% services	43
Female labour force as% of total 2002 1/	44	Consumption 2002 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as% of GDP)	12
School enrolment, primary (% gross) 2002 1/	40 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	84
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2002 1/	83	Gross domestic savings (as % of GDP)	4
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita	n.a.	Merchandise exports 2002 1/	303
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2002 3/	40 a/	Merchandise imports 2002 1/	430
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2002 3/	40 a/	Balance of merchandise trade	-127
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as% of GDP) 2002 1/	4 a/	before official transfers 2002 1/	n/a
Physicians (per thousand people) 2002 1/	n/a	after official transfers 2002 1/	n/a
Population using improved water sources (%) 2002 3/	59 a/	Foreign direct investment, net 2002 1/	7.9
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	50-79	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 3/	20 a/	Overall budget balance (including grants) (as% of GDP) 2002 1/	n/a
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2002 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2002 1/	44 a/	Total external debt (USD million) 2002 1/	1 797
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2002 1/	11 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2002 1/	24
Food production index (1989-91=100) 2002 1/	142	Total debt service (% of exports of goods and services) 2002 1/	n/a
Cereal yield (kg per ha) 2002 1/	419	Lending interest rate (%) 2002 1/	n/a
Land Use		Deposit interest rate (%) 2002 1/	4
Arable land as% of land area 2002 1/	4 a/		
Forest area as% of total land area 2002 1/	1 a/		
Irrigated land as% of cropland 2002 1/	2 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2004

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2004

LOGICAL FRAMEWORK

Description	Key Indicators	Means for verification	Assumptions/Risks
<p>Goal:</p> <p style="text-align: center;">Rural poverty reduced in targeted areas² within the framework of Niger DSRP</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Incidence of rural poverty • Prevalence of child stunting and waisting 	<ul style="list-style-type: none"> • poverty surveys • Anthropomorphic surveys • M&E reports of projects 	<ul style="list-style-type: none"> • A stable sociopolitical environment is maintained • GON is committed to implementing the DSRP
<p>Purpose:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. A replicable local development model is established in targeted rural areas 2. Access of rural population to enhanced decentralized financial services is increased 	<ul style="list-style-type: none"> • Model is replicated by GON / other donors • Coverage rate of rural areas by decentralized financial services 	<ul style="list-style-type: none"> • Loan grant agreements with other donors • M&E reports of PDSFR 	<ul style="list-style-type: none"> • GON is committed to improving implementation of IFAD projects • Triggers for PDSFR 2nd cycle are satisfied
<p>Outputs</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Improved rules and procedures for participatory local development are adopted by GON b. Capacity of FOs to provide services to members is developed c. National strategy for micro finance is implemented in an effective manner d. Strategic partnerships are developed around the two strategic thrusts, local development and rural finance 	<ul style="list-style-type: none"> • Regulatory and legislative texts on decentralization • Number of supported FOs providing services to farmers • Regulatory and legislative texts on micro finance • Framework agreements 	<ul style="list-style-type: none"> • GON official journal • Review of rural institutions • Regulatory and legislative texts on • Signed agreements 	<ul style="list-style-type: none"> • GON is committed to improving rural policies and institutions • GON is committed to supporting FOs

² Targeted areas will include the Aguié department (on going PPILDA) and the areas proposed for future operations, the Dosso, Dogondoutchi and Zinder departments.

FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS ET MENACES

Institution	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Ministères en charge du développement rural (MDA), (MRA), (MDC), (MHE)	<ul style="list-style-type: none"> Le développement rural est considéré comme le secteur moteur de l'économie 	<ul style="list-style-type: none"> Le développement rural est réparti entre quatre ministères distincts Pas de diagnostic institutionnel réalisé dans le cadre de l'élaboration de la SDR 	<ul style="list-style-type: none"> Il existe une coordination mixte Etat-partenaires au développement. Le document de stratégie du secteur existe Un cadre d'action commun Etat-bailleurs est attendu Le désengagement de l'Etat et le rôle du secteur privé sont reconnus 	<ul style="list-style-type: none"> La réorganisation des services déconcentrés reste à faire
Secrétariat exécutif à la mise en œuvre de la SDR	<ul style="list-style-type: none"> Maîtrise le processus d'élaboration et de mise en œuvre de la SDR Assistance technique financée 	<ul style="list-style-type: none"> Moyens de fonctionnement non garantis 	<ul style="list-style-type: none"> Constitue une référence institutionnelle commune aux 4 ministères impliqués 	<ul style="list-style-type: none">
Office national de l'hydraulique agricole (ONAHA)				
Secrétariat permanent pour la mise en œuvre de la Stratégie de réduction de la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> Dispose d'une mission d'animation et de suivi de la mise en œuvre de la SRP 	<ul style="list-style-type: none"> 	<ul style="list-style-type: none"> Peut constituer un élément essentiel d'évaluation du secteur rural 	<ul style="list-style-type: none"> Moyens non garantis face à une mission exigeante
Comité national du Code rural; Secrétariat permanent au Code rural	<ul style="list-style-type: none"> Assure une mission de sécurisation et de gestion foncière, d'orientation de l'aménagement des terres. Présent sur le terrain à travers les commissions foncières (COFO). 	<ul style="list-style-type: none"> Ne dispose pas de moyens suffisants pour le suivi et l'évaluation permanente de la mise en œuvre du Code rural 	<ul style="list-style-type: none"> Approche ouverte vis-à-vis des enseignements de la mise en œuvre du code rural et de son ajustement aux réalités Légalise les initiatives d'aménagement foncier et de sécurisation foncière à travers les COFO 	<ul style="list-style-type: none"> Rôle et contribution à l'approche gestion de terroir à préciser. Risque de non maîtrise de la mise en œuvre du Code rural par manque de moyens
Conseil national de l'environnement et du développement durable (CNEDD)	<ul style="list-style-type: none"> Assure une mission centrale de pilotage des gestions de ressources naturelles Dispose de politiques dans les différents domaines de la GRN 	<ul style="list-style-type: none"> Ne dispose pas de moyens suffisants pour le suivi et l'évaluation permanente de la mise en œuvre des politiques de GRN 	<ul style="list-style-type: none"> Peut assurer des missions communes relatives à la GRN 	<ul style="list-style-type: none">
Agence nationale de la promotion de l'irrigation privée (ANPIP)	<ul style="list-style-type: none"> Organes d'application du projet d'appui à l'irrigation privée Présentes sur le terrain et opérationnelles 	<ul style="list-style-type: none"> Ne couvrent pas la fonction conseil-formation à l'exploitation. 	<ul style="list-style-type: none"> Assurent un relais de l'appui aux aménagements effectué par le PSN, au moins pour les bénéficiaires extérieurs au groupe cible. 	<ul style="list-style-type: none"> Les modalités de subvention incluent l'aménagement et l'équipement et diffèrent de celles de la plupart des autres intervenants (subvention des seuls aménagements)

FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITES ET MENACES (suite)

Institution	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Institutions de micro finance	<ul style="list-style-type: none"> • IMF relativement nombreuses sur le terrain • Quelques unions et réseaux existent 	<ul style="list-style-type: none"> • Plus d'opérateur national de financement rural • Professionnalisme insuffisant des IMF • Généralement non autonomes, dépendant des projets 	<ul style="list-style-type: none"> • Présence d'un projet national d'appui (PDSFR) 	<ul style="list-style-type: none"> • Intérêt insuffisant des bailleurs de fonds • Retrait des bailleurs dans certains cas
Organisations de producteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Nombreuses sur le terrain • Début de structuration régionale et nationale 	<ul style="list-style-type: none"> • Considérées souvent comme artificielles et non autonomes, dépendantes des projets • Fédérations et plates-formes réputées insuffisamment représentatives de la base 	<ul style="list-style-type: none"> • Dynamique de groupement et de reconnaissance légale existe • Présence d'un projet national d'appui (PROPAN) 	<ul style="list-style-type: none"> • Risques de coopérer avec des organisations ne reposant pas sur des bases réelles
ONG nationales	<ul style="list-style-type: none"> • Nombreuses ONG dans le développement agricole et la gestion des ressources naturelles 	<ul style="list-style-type: none"> • Répartition territoriale inégale • Dépendantes des financements de projets 	<ul style="list-style-type: none"> • Constituent des opérateurs locaux potentiels 	<ul style="list-style-type: none"> • Clarification nécessaire des rôles du privé (ONG, organisations rurales) et du public en matière d'appui-conseil
Services à l'agriculture	<ul style="list-style-type: none"> • Existence de sociétés fournissant les d'intrants • Marché informel important 	<ul style="list-style-type: none"> • La politique des prix des engrais est déstabilisée par les épisodes de subvention publique • Les services sont inégalement présents dans le territoire 	<ul style="list-style-type: none"> • Système des boutiques d'intrants promu par la FAO 	<ul style="list-style-type: none"> •
Collectivités territoriales décentralisées: Communes	<ul style="list-style-type: none"> • Constituent un pouvoir des communes (domaines: investissements publics et gestion des ressources naturelles) • Effectives par les élections communales (juillet 2004) 	<ul style="list-style-type: none"> • Financement non assuré • Responsabilité sur le patrimoine à déterminer cas par cas 	<ul style="list-style-type: none"> • Les communes constituent les instances locales d'orientation du développement et de la GRN. • Elles assurent la maîtrise d'ouvrage et l'entretien de l'investissement public. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une définition imprécise ou mal comprise des attributions des communes peut créer des confusions en matière de responsabilité du patrimoine productif collectif
Collectivités territoriales décentralisées: Régions Départements	<ul style="list-style-type: none"> • Constituent un pouvoir de décision et de concertation au niveau des régions, départements, arrondissements 	<ul style="list-style-type: none"> • Institutions naissantes, n on encore constituées 		<ul style="list-style-type: none"> •
Comité national de la statistique	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcé pour assurer la coordination commune du système d'information sur la réduction de la pauvreté 			

**CADRE STRATEGIQUE DU FIDA EN RELATION
AVEC LE PROGRAMME DE PAYS**

1. La stratégie proposée ci-après se place en plein dans le cadre des processus nationaux de concertation, de coordination, et de décision mis en place dans le contexte de la SRP et de la SDR qu'elle se propose à aider à réaliser les objectifs qu'elles ont fixés en matière de pauvreté rurale. La place centrale dans sa mise en œuvre sera donnée aux nationaux. A ce titre elle reflète pleinement l'axe majeur du mandat du FIDA «œuvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté». A cet égard, ce COSOP se propose de concrétiser pour le Niger les axes d'orientations du cadre stratégique du FIDA 2002 – 2006. Il est ainsi proposé de « renforcer la capacité des ruraux pauvres et leurs organisations » grâce à la place centrale qui leur sera donnée dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation programmes d'investissements, et aux programmes d'appui visant à les aider à participer d'une manière effective au dialogue sur les politiques et les institutions. Les dispositifs communs aux projets d'investissements proposés mettront l'accent sur l'amélioration de « l'accès équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie », ainsi que sur « l'accès aux services financiers et aux marchés ». A cet égard les interventions des projets seront renforcées par des appuis hors projet au processus de décentralisation, aux organisations paysannes, et aux dispositifs de règlement des questions foncières.

2. Ce COSOP compte aussi concrétiser au Niger les orientations de la stratégie régionale du FIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. A cet égard, elle se propose de mettre l'accent sur la « alleviation » des sources de vulnérabilité des ruraux pauvres, notamment à l'égard des aléas climatiques en donnant, au sein des projets une place centrale à l'amélioration et à la gestion durable des ressources naturelles. Ce COSOP se propose aussi de « réduire les inégalités liées au genre » par l'incorporation systématique de stratégies de promotion des femmes » dans toutes les opérations futures. Enfin, et afin de limiter l'extension du fléau du SIDA aux zones rurales, des actions de sensibilisation sur ce thème seront incorporés à toutes les opérations futures.

ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT

Bailleur de fonds/ Institution	Nature du projet/programme ³	Couverture géographique	Etat d'avancement	Complémentarité/Synergies avec le FIDA
1. Développement local et communautaire				
Banque mondiale (IDA), FEM	Programme d'action communautaire, PAC (<i>Community Action Program</i>)	National (15 à 20% des communes en phase 1, soit 54 communes)	Phase 1: en exécution (2004-2008)	<ul style="list-style-type: none"> élabore la planification locale pour 54 communes définit des approches méthodologiques en développement local peut nécessiter un appui professionnel en matière de petit crédit
Allemagne (KFW, GTZ, DED)	Programme de lutte contre la pauvreté (LUCOP)	Communes des régions Tillabéri, Tahoua Nord, Agadez	En préparation (2003-2015 en trois phases)	<ul style="list-style-type: none"> couverture géographique recoupant celle du PSN II en zone dunaire définit des approches méthodologiques en développement local et en gestion des ressources naturelles
Union Européenne	Appui au démarrage de la décentralisation (appui institutionnel au HCRAD)	National	En exécution (2004-2006)	<input type="checkbox"/> Définition du cadre opérationnel de la décentralisation <input type="checkbox"/> Inventaire et propositions d'affectation du patrimoine
SCAC (France)	Programme d'accompagnement du démarrage de la décentralisation au Niger (PADDEN)	National: toutes les communes	2004-2006	<input type="checkbox"/> A préciser***
PNUD (fonds FENU, FBS)	Appui au programme cadre de lutte contre la pauvreté/Projet d'appui au développement local (PADL)	Dpt Mayahi et N'Guigmi	En exécution	<ul style="list-style-type: none"> Références méthodologiques en développement local
Union européenne	Programme de coopération décentralisée II	Départements de Dosso et Tillabéri	En association possible avec le LUCOP	<ul style="list-style-type: none"> Investissement local dans la zone du PSN II
PNUD & FENU	Programme d'appui au développement local (PADL)	Diffa et Mayahi	En exécution (2000-2005)	
PNUD & DANIDA	PADL	Zinder, N'Guimi	En exécution (2003-2004) Extension 1 an possible	
PNUD	PADL	Téra Nord	En exécution (2003-2004) Extension 1 an possible	
France (AFD)	Projet de développement local dans la région de Tillabéri (PDLT II)	Département de Tillabéri (6 cantons)	En exécution (2001-2006)	<ul style="list-style-type: none"> Intervient dans la zone du PSN II

³ Le classement par programmes se réfère à celui adopté par la Stratégie de développement rural (SDR) du Gouvernement. Seuls les principaux projets intéressant le COSOP sont mentionnés ici. Le découpage par programme, comme le classement des projets, reste évolutif.

ACTIVITES DES AUTRES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT (SUITE)

Bailleur de fonds/ Institution	Nature du projet/programme	Couverture géographique	Etat d'avancement	Complémentarité/Synergies avec le FIDA
1. Développement local et communautaire 5SUITE°				
France (AFD)	Projet de développement communautaire dans le département de Tillabéri	Dpt de Tillabéri	En instruction	<ul style="list-style-type: none"> • Zone d'intervention du PSN II
Suisse (DDC)	Projet de développement local de Maradi (PDLM)	Dpts : Guidam, Romdji	En exécution (1997-2006)	<ul style="list-style-type: none"> • Expérience en développement local
Suisse (DDC)	Programme d'appui au développement local (PADEL)	Dpt de Gaya	En exécution (1994-2006)	<ul style="list-style-type: none"> • Expérience en maîtrise d'ouvrage local • Expérience en développement local
Suisse (DDC)	Cellule d'appui au développement local de Tillabéri	Nord du Dpt de Tera (3 communes)	En exécution (1997-2004)	<ul style="list-style-type: none"> • Expérience en développement local
Belgique	Projet de développement local dans la région de Dosso	Dpt Dosso	En préparation	<ul style="list-style-type: none"> •
Danemark (DANIDA)	Projet d'appui au développement rural (ADDR II)	Régions Zinder et Diffa	En exécution (2003-2007)	<ul style="list-style-type: none"> • Zone d'intervention du PSN II
PAM	Activité "Création d'actifs productifs, prévention-atténuation des crises alimentaires" en appui aux PADL	Dpt Mayahi, Téra, Gouré, Mirriah, Tanout, N'Guigmi	En exécution	<ul style="list-style-type: none"> • Appui possible à des programmes d'investissement local (banques céréalières, formation des femmes, gestion des ressources naturelles par l'instrument Vivres contre travail)
Belgique	Projet de développement intégré à Zinder (FBS)	Dpt Mirriah, Mainé, Tanout	En exécution	<ul style="list-style-type: none"> • Expérience en développement local
FIDA et Belgique (FBS)	Projet *** aux initiatives locales dans le département d'Aguié (PILDA)	Dépt d'Aguié et périphérie	En instance de démarrage	<ul style="list-style-type: none"> • Expérience de régénération des ressources naturelles • Partenariat recherche-projet-communautés
Union européenne	Programme de micro-réalisations Nord-Niger (PMR-NN)	Arrdts de Arlit Tchirozérine, Abalak, Tchintabaraden	2001-2004 Nouvelle phase possible	□
BAD	Projet de développement local de la région de Diffa	Région Diffa		

ACTIVITES DES AUTRES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT (SUITE)

Bailleur de fonds/ Institution	Nature du projet/programme	Couverture géographique	Etat d'avancement	Complémentarité/Synergies avec le FIDA
2. Gouvernance locale des ressources naturelles foncier, eau, végétation, faune)				
France (SCAC)	Assistance technique au Code rural	National	En exécution	<ul style="list-style-type: none"> Bases et approches méthodologiques de sécurisation foncière
France (SCAC)	Appui aux commissions foncières (COFO)	Dpt Tanout, Tchirozérine, Arlit	En exécution	<ul style="list-style-type: none"> Références méthodologiques d'action des COFO
FAO, BADEA	PSSA	Non défini	En instruction	<ul style="list-style-type: none"> Investissements locaux
Banque mondiale	Projet de gestion des ressources naturelles (PGRN)	National	Clôturé (suite assurée par le PAC)	☐
2. Gouvernance locale des ressources naturelles foncier, eau, végétation, faune) 5SUITE°				
France et financement en cours	Appui à l'autorité du bassin du Niger pour la gestion intégrée des ressources en eau du fleuve			•
Divers	Différents projets cités par ailleurs appuient les Commission foncières dans leurs zones d'intervention			•
3. Organisations professionnelles et structuration des filières				
France (SCAC)	PROPAN	National	En exécution	<ul style="list-style-type: none"> Approche analogue à celle du PADSFR en ce qui concerne les organisations rurales
Belgique	Promotion de l'utilisation des intrants agricoles par les organisations de producteurs ("projet intrants")		En exécution	<ul style="list-style-type: none"> Complémentarité/appui possible pour l'organisation de l'offre locale en intrants d'intensification
UE	Programme d'appui à la filière riz			•
BM/IDA	Projet de promotion des exportations agropastorales (PPEAP) par un appui aux opérateurs des filières		En exécution (2000-2005)	•
	Relance des ateliers de production de matériels agricoles			•
France (SCAC)	Appui au développement des filières péri-urbaines	Niamey	En exécution	•
Danemark (DANIDA)	Projet d'appui aux producteurs de la Komadougou (PAPAK) – filière poivron	Dpt de Diffa		<ul style="list-style-type: none"> Complémentarité avec PSN dans la Komadougou. Etudier le transfert des actions résiduelles du PSN.
USAID	Programme régional de système d'information sur les marchés (SIM)	National		•
UE	Structuration et organisation de micro-entreprises (SYRENE)	National	En exécution (2003-2006)	•

∞

ACTIVITES DES AUTRES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT (SUITE)

Bailleur de fonds/ Institution	Nature du projet/programme	Couverture géographique	Etat d'avancement	Complémentarité/Synergies avec le FIDA
4. Infrastructures rurales				
UE	Programme régional solaire, Phase II			•
5. Systèmes financiers ruraux				
Allemagne (KFW, GTZ)	Programme de micro-réalisations et promotion des mutuelles rurales (PMR)	Tillabéri, Tahoua, Tessaoua	En préparation	□
UE	Nouvelle structure de crédit , NSC (composante de ASAPI)			•
USAID	Programme CARE dans le micro-crédit aux éleveurs et aux femmes		En préparation	•
France	Appui au crédit rural du Niger	Régions Tillabéri et Dosso		•
France	Projet crédit Tahoua	Région Tahoua		•
Danemark (Danida)	Projet d'appui aux systèmes financiers ruraux du Manga	Région Diffa		• Voir si complémentarités envisageables pour consolidation PSN à Diffa
6. Recherche, formation, vulgarisation				
UE	Programme régional de fonds compétitifs pour la recherche agronomique (TRAO)	Régional (siège au Sénégal)		
FAO	Programme régional d'appui à l'amélioration de la productivité et de la qualité des gommés et résines	Régional		
PAM	Instrument "vivre pour formation"	Zone agropastorale centre		
USAID	Appui à l'ICRISAT (programme d'appui à la gomme arabique)		En instruction	
7. Renforcement des institutions publiques du secteur rural				
UE	Etude sur les conséquences institutionnelles de la mise en œuvre de la SDR	National	En préparation	Préciser les besoins éventuels de réforme institutionnelle du secteur du développement rural, notamment à la base.
France (SCAC)	Appui institutionnel à la mise en œuvre de la SDR	National	En préparation	-Idem-
UE, FAO	Recensement général de l'agriculture et du cheptel	National	En préparation (2004-2007)	
UE	Renforcement des capacités du système national des statistiques pour le suivi de la SRP	National	En instruction (2004-2006)	
PAM	Analyse et cartographie de la vulnérabilité	National	2004-2007	

ACTIVITES DES AUTRES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT (SUITE)

Bailleur de fonds/ Institution	Nature du projet/programme	Couverture géographique	Etat d'avancement	Complémentarité/Synergies avec le FIDA
7. Renforcement des institutions publiques du secteur rural (suite)				
PNUD	<ul style="list-style-type: none"> • Système de suivi de la SDR • Observatoire de la pauvreté 	National	<ul style="list-style-type: none"> • En exécution 	Fondera certains objectifs de suivi-évaluation des projets du FIDA
Etats-Unis	Appui aux radios rurales	Agadez, Zinder, Diffa	En exécution (2001-2004)	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation par les projets • Références pour extensions éventuelles
8. Eau potable et assainissement				
BOAD	Programme hydraulique villageoise et pastorale (ALG II)	Région Tillabéri	En exécution (2003-2006)	Références pour extensions éventuelles Complémentarités à établir le cas échéant
BOAD	Programme hydraulique villageoise CDEAO II	Région Maradi et Tahoua	2002-2004	
OPEP	Programme de développement des ressources en eau	Région Maradi et Tahoua	Achevé	
Allemagne (KFW, GTZ)	Programme hydraulique villageoise (PHV)	Région Maradi	En préparation	
BADEA	Programme hydraulique villageoise et pastorale	Région Maradi et Tahoua	2003-2006	
France (AFD)	Projet hydraulique villageoise (PHV)	Région Maradi	2003-2006	
Belgique	Programme hydraulique villageoise et pastorale de la région de Dosso	Région Dosso	En préparation (2004-2008)	
BM	Projet sectoriel eau (PSE)	National		
UE	Projet hydraulique villageoise	Région Tahoua et Zinder	En instruction (2005-2010)	
Danemark	Projet d'hydraulique villageoise et pastorale Zinder - Diffa (PHPV:ZR-Di)	Régions Zinder et Diffa	En exécution	
9. Réduction de la vulnérabilité des ménages (prévention/gestion des crises et catastrophes, santé nutrition, revenus des populations les plus vulnérables)				
UE, France, FAO et al	Appuis au dispositif national de prévention/gestion des crises alimentaires	National	2004-2006	
FNUAP	Promotion du bien-être familial et des communautés dans les coopératives			
Luxembourg	Projet d'appui au renforcement du potentiel de lutte anti-acridienne			
Japon, UE	Appui à la direction de la protection des végétaux			

ACTIVITES DES AUTRES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT (SUITE)

Bailleur de fonds/ Institution	Nature du projet/programme	Couverture géographique	Etat d'avancement	Complémentarité/Synergies avec le FIDA
9. Réduction de la vulnérabilité des ménages (suite)				
PAM	Opérations d'urgences sur requête éventuelle du Gouvernement	Selon besoin	Selon besoin	
Union européenne & FNUAP	Programme d'appui à la santé de la reproduction	Région Zinder	En exécution (2003-2007)	<input type="checkbox"/> Références pour extensions éventuelles <input type="checkbox"/> Complémentarités à établir le cas échéant
Belgique	Programme de développement de la santé	Région Dosso	En préparation (2004-2008)	
Allemagne (KFW, GTZ)	ALAFIA	Tillabéri et Tahoua	En préparation (6 à 10 années)	
Union européenne	Programme de soutien à l'éducation de base	Dosso, Tahoua et Tillabéri	En exécution (2003-2008)	
Belgique	Appui à la mise en œuvre du Programme décennal du développement de l'éducation	National	2004-2008	
Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Projet d'appui à la scolarisation des filles • Appui au développement de l'éducation non formelle • Appui aux infrastructures scolaires 	Départements Tillabéri, Agadez, Zinder	<ul style="list-style-type: none"> • 2002-2004 • 2001-2004 • 2001-2005 	
France	Fonds social de développement			
PAM	Appui à la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et la malnutrition.	Zone agropastorale centre	En exécution	
PAM	Instrument "vivres pour travail"	Zone agropastorale centre	En exécution	
Belgique	Augmentation des revenus monétaires des femmes dans la région de Dosso	Région Dosso		
UNICEF	Programme coopération UNICEF-Niger	Régions Zinder, Maradi, Agadez		
10. Préservation de l'environnement				
Italie	Projet d'appui à la formation et assistance à la gestion de l'environnement (PAFAGE)			
UE	Projet régional du parc du W (ECOPAS-Niger)	Parc W et périphérie	En exécution (2000-2005)	
	Projet de gestion des zones humides et des oiseaux migrateurs (OMPO)			Vérifier compatibilité des projets et statut de protection des zones humides

ACTIVITES DES AUTRES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT (SUITE)

Bailleur de fonds/ Institution	Nature du projet/programme	Couverture géographique	Etat d'avancement	Complémentarité/Synergies avec le FIDA
11. Programme prioritaire: Développement de l'irrigation				
UE	Appui à la sécurité alimentaire par la petite irrigation (ASAPI)	Madoua, Boua, Sud Zinder	En exécution (2001-2006)	Rechercher complémentarités géographiques et modalités.
Banque mondiale	Projet de promotion de l'irrigation privée (PIP2)	National	En exécution	Cible différente et modalités de financement différentes. Susceptible d'introduire des contradictions locales entre modalités d'appui. Diriger vers le PIP les demandes de nature individuelles.
BOAD	Projet irrigation Dallol Maouri	Dallol Maouri		
UE	Projet d'appui à la filière riz (PAFRIZ)	Vallée du Niger	En exécution	
12. Programme prioritaire: Aménagement pastoral et sécurisation des systèmes pastoraux				
UE	Programme de développement intégré en zone pastorale (PROZOPAS)	Azawak, Irhazr, Tadress, Nord-Dakoro	1996-2003	
Suisse	Programme d'appui au secteur de l'élevage (PASEL)	Dpts Dakoro, Guidan Roumji, Madaroufa, Filingzé, Say		
UE	Sécurisation de l'économie pastorale	Zone pastorale	En instruction (2005-2010)	
France	Projet d'hydraulique pastorale	Nord-Zinder	En instruction	
BID	Projet de développement de l'élevage dans la région du Liptako-Gourma	Tillabéri, Dosso et commune de Niamey	En instruction	
UE	Programme panafricain de contrôle des épizooties (PACE)	National	En exécution	
Belgique	Programme d'appui à l'amélioration et à la diffusion de la race Azawak, Phase 2	National		
Belgique	Projet d'appui à l'amélioration et à la diffusion de la chèvre rousse de Maradi, Phase 2	National		

ACTIVITES DES AUTRES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT (SUITE)

Bailleur de fonds/ Institution	Nature du projet/programme	Couverture géographique	Etat d'avancement	Complémentarité/Synergies avec le FIDA
13. Programme prioritaire: Restauration des terres et reboisement				
BAD/FAD	Projet d'aménagement des forêts naturelles	Régions Diffa, Zinder, Maradi, Tahoua, Agadez, Tillabéri	En exécution (2001-2005)	
FAO/ICT	Initiative pour la fertilité des sols et la collecte des eaux de ruissellement (IFS/CER)	National	Non financé	
Allemagne (KFW, GTZ,)	Projet de protection intégrée des ressources agro-sylvo-pastorales, Phase 4 (PASP)	Tillabéri Nord		
Allemagne (KFW, GTZ,)	LUCOP: plans d'aménagement	Régions Tillabéri, Tahoua, Agadez		
Danemark (Danida)	Projet d'appui à la gestion des ressources naturelles de Maïné Soara	Dpt Maïné Soara	En exécution	
14. Programme prioritaire: Kandadji: régénération des écosystèmes et de mise en valeur de la vallée du fleuve Niger				
BAD	Aménagement du barrage de Kandadji	EIE et APD en préparation		Influencera les projets dans la zone du réservoir et dans la vallée du fleuve Niger Devra prendre en compte les actions du PSN dans la vallée du Niger
Autres projets				
BAD	Projet de développement agricole de Zinder	Région Zinder		
BAD	Projet de développement rural de la région de Dosso	Région Dosso		